

10 000 TONNES SERONT INJECTÉS INCESSAMMENT
SUR LE MARCHÉ

Bientôt du poulet congelé à 420 DA/l'unité

D'importantes quantités de poulets congelés seront mises incessamment sur le marché. Selon le ministre du Commerce et de la promotion des exportations, Tayeb Zitouni, une cargaison de 10 000 tonnes de poulets congelés sera bientôt réceptionnée. P 2



62^e ANNIVERSAIRE DE LA FÊTE DE
LA VICTOIRE

Appel à l'engagement collectif pour l'unité nationale

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, lundi, que la célébration du 62^e anniversaire de la Fête de la Victoire intervenait dans une conjoncture régionale et internationale qui appelle la conjugaison des efforts de tout un chacun pour unifier les rangs et conforter le front intérieur.

P 3

LA HAUTE COMMISSION
NATIONALE DES RECOURS
RELATIFS À L'INVESTISSEMENT
INSTALLÉE

Œuvrer pour lever les entraves

L'Algérie est un marché important et stratégique avec des atouts particuliers et des opportunités d'investissement attrayantes. Et, c'est surtout et aussi une stabilité économique favorable et sans risque pour les affaires avec des données macroéconomiques excellentes. Tous les indicateurs sont au vert (croissance de 4,3 % en 2023 (source : FMI)) pour envisager de se lancer dans l'aventure entrepreneuriale dans notre pays. Mais réaliser ce potentiel à partir de 2024 suppose de lever les entraves que rencontrent aujourd'hui les opérateurs dans leurs actes d'investissement et de production.

P 3

FORUM ÉCONOMIQUE SUR
L'ÉNERGIE EN AFRIQUE

Plaidoyer pour l'intégration économique



Les participants au Forum économique sur l'énergie en Afrique ont appelé à la concrétisation de l'intégration économique entre les pays du continent pour faire face au déficit enregistré dans le domaine de l'énergie.

P 5

TRANSPORT AÉRIEN

**Des instructions pour réduire le
temps d'attente des passagers
dans les aéroports** P 5

PROJET DE LOI PORTANT RÈGLEMENT
BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE 2021

**Les recettes en hausse de
10%, à 5.900,63 milliards
de DA** P 3

TOURISME

**L'Algérie en force au
salon «Mitt Moscou»** P 5

INONDATIONS
Derbal insiste sur la
poursuite de la
concrétisation des
projets de protection
des villes

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a insisté, lundi dans la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh (El Bayadh), sur la poursuite de la concrétisation des projets de protection des villes contre les inondations. Le ministre, qui a inspecté nombreux projets dans la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh et la commune de Boussemghoun, dans le cadre de la deuxième et dernière journée de sa visite dans la wilaya d'El Bayadh, a indiqué que son secteur a réalisé plusieurs études et projets dans le cadre de la protection des villes contre les inondations, en plus d'autres en cours, soulignant que des études concerneront différents points représentant des dangers de crues, comme dans la wilaya d'El Bayadh où ces points seront pris en charge. Il a également évoqué la récente approbation de la première partie du plan d'action inscrit à l'ordre du jour Conseil des ministres du 14 novembre 2023. Ce plan d'action a été doté d'une enveloppe de 155 milliards DA pour réhabiliter et étendre tous les systèmes d'épuration existants à travers le pays et la réalisation de STEP, dont la valeur de la première tranche est estimée à 34 milliards DA. L'élaboration de cahiers des charges a été achevée et des appels d'offres ont été lancés dans plusieurs wilayas, les procédures administratives sont en cours et la mise en œuvre débutera dès le choix des entreprises chargées de la réalisation des travaux.

10 000 TONNES SERONT INJECTÉS INCESSAMMENT SUR LE MARCHÉ

Bientôt du poulet congelé à 420 DA/l'unité

D'importantes quantités de poulets congelés seront mises incessamment sur le marché. Selon le ministre du Commerce et de la promotion des exportations, Tayeb Zitouni, une cargaison de 10 000 tonnes de poulets congelés sera bientôt réceptionnée.

Par Slimane T

Cette décision, explique-t-il, a été prise en concertation avec le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa pour la distribution de cette quantité au profit des marchés de proximité ouverts à l'occasion du mois de Ramadhan, dont le prix est fixé à 420DA le poulet. Une marge bénéficiaire de 30 DA sera accordée aux opérateurs privés pour la distribution de cette viande blanche, explique le ministre dans une déclaration à la presse en large d'une visite de travail dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj. Il est à noter que l'Office national des aliments de bétail (ONAB) avait procédé depuis lundi dernier à la commercialisation d'importantes quantités de poulet congelé importé et ce, au niveau de ses points de vente. Pas moins de 3000 tonnes ont été mis sur le marché et distribués par les 131 points de ventes répartis sur répartis sur l'ensemble du territoire national dont 53 points installés au niveau de marchés de proximités.

Dans le cadre de son programme spécial Ramadhan, l'Office a consacré 67 unités à la production de poulets vivants au niveau de 13 abattoirs à travers le territoire national, selon la même source. Cette décision de recours à l'importation du poulet congelé a été prise, rappelle-t-on, lors d'un Conseil des ministres, dont le but est de casser les prix de la viande blanche locale ayant dépassée les 500 DA/kg. Ainsi pour préserver le pouvoir d'achat des ménages. Faisant un bilan de la première semaine du mois du Ramadhan, le ministre a fait remarquer qu'elle «a connu la disponibilité des différents produits alimentaires avec des prix compétitifs à travers les marchés et ce, conformément aux instructions fermes du président de la République, Abdelmadjid Tebboune visant à faire du mois du Ramadhan un rendez-vous pour la solidarité et la préservation du pouvoir d'achat du citoyen». Il a précisé que les «instruction du président de la République s'agissant des préparatifs au mois du Ramadhan à travers une action anticipée ont donné de bons

résultats avec une disponibilité des différents produits alimentaires avec des prix compétitifs à travers les marchés». Dans ce cadre, le ministre a mis en avant la contribution des unités de production dont il a visité, dans la stabilisation des prix avec une disponibilité des produits de consommation durant le mois sacré, ajoutant que ces unités méritent d'être appelées «entreprises citoyennes». Le ministre a fait état de la promulgation de plusieurs décrets exécutifs à ce sujet comme le décret de suivi des prix des légumineuses secs, le décret pour la disponibilité des viandes avec des prix compétitifs avec l'élimination de toutes les barrières douanières et non douanières permettant ainsi aux consommateurs d'acheter les viandes à des prix raisonnables et ce, conformément aux instructions du président de la République. En marge de l'inauguration du laboratoire de contrôle de la qualité et de lutte contre la fraude au chef-lieu de wilaya, le ministre a indiqué que ce laboratoire «permettra d'effectuer des analyses réelles et crédibles des eaux minérales».

ONPO

Prolongation des délais des procédures administratives et sanitaires et du paiement des frais du Hadj au 27 mars

L'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO) a annoncé mardi dans un communiqué, la prolongation des délais des procé-

dures administratives et sanitaires, et du paiement des frais du Hadj, jusqu'au 27 mars. "Après coordination avec les différents secteurs participant à

l'organisation du Hadj, il a été décidé de prolonger les délais des procédures administratives et sanitaires et du paiement des frais du hadj jusqu'au mer-

credi 27 mars, à 20h00", précise la même source. L'ONPO a appelé les pèlerins à "finaliser les procédures requises conformément aux délais sus-

mentionnés", soulignant que "tous les services sont à leur dispositions ces jours-ci, y compris vendredi et samedi".

TINDOUF

De nouveaux projets pour l'amélioration du cadre de vie de la population locale

Une vingtaine de projets de développement susceptibles d'améliorer les conditions de vie de la population locale ont été lancés dans la wilaya de Tindouf, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Retenus au titre des différents programmes de développement des exercices 2023 et 2024 pour

un montant de plus de 200 millions DA, ces opérations (18) consistent en la réalisation des réseaux d'alimentation en eau potable, d'assainissement, d'électrification et d'aménagement urbain. Ces projets, relancés récemment après un gel de plusieurs années suite à un blocage au niveau de l'APC, tendent à améliorer les conditions de

vie de la population locale et redorer la belle image de la ville de Tindouf, notamment les anciens quartiers et les nouvelles mini-zones d'activités, a indiqué le wali de Tindouf, Mustapha Dahou lors de l'inspection des chantiers de ces opérations. Par ailleurs, une cellule technique, composée des bureaux d'étude, techniciens et entre-

preneurs, a été installée pour s'occuper de l'examen et le contrôle des matériaux de construction et de certaines techniques utilisées dans l'exécution des chantiers en application des directives des hautes instances du pays à la suite du lancement des mégaprojets dans cette région frontalière.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir 001700000003889 09

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LA HAUTE COMMISSION NATIONALE DES RECOURS RELATIFS À L'INVESTISSEMENT INSTALLÉE

Œuvrer pour lever les entraves

L'Algérie est un marché important et stratégique avec des atouts particuliers et des opportunités d'investissement attrayantes. Et, c'est surtout et aussi une stabilité économique favorable et sans risque pour les affaires avec des données macroéconomiques excellentes. Tous les indicateurs sont au vert (croissance de 4,3 % en 2023 (source : FMI)) pour envisager de se lancer dans l'aventure entrepreneuriale dans notre pays. Mais réaliser ce potentiel à partir de 2024 suppose de lever les entraves que rencontrent aujourd'hui les opérateurs dans leurs actes d'investissement et de production.

Par Réda Hadi

Et c'est dans cet esprit que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a installé, lundi, la Haute commission nationale des recours relatifs à l'investissement, présidée par le directeur de Cabinet à la Présidence de la République. Si tous s'accordent à dire que l'investissement en Algérie peut disposer d'une main-d'œuvre jeune et qualifiée ainsi que des coûts de facteurs de production compétitifs et avantageux. La prudence reste de mise compte tenu de l'existence de plusieurs paramètres, dont la bureaucratie et la non compréhension des textes. Aussi il a été institué, cette haute commission nationale des recours liés à l'investissement, chargée de statuer sur les recours introduits par les investisseurs. Une commission Ad hoc pour statuer et régler les éventuels litiges. En effet, les recours sont adressés à la commission dans un délai n'excédant pas deux (2) mois, à compter de la notification de la décision contestée. La commission doit statuer sur ces recours dans un délai qui ne doit pas dépasser un (1) mois, à compter de la date de sa saisine. En outre, l'investisseur peut introduire un recours judiciaire devant les juridictions compétentes, conformément à la législation en vigueur. Aussi la Commission est saisie par l'investisseur pour tout litige lié à l'investissement, notamment en cas : «De retrait ou de refus d'octroi des avantages ; De refus

d'établissement de décisions, documents et autorisations par les administrations et organismes concernés». Dans cette optique, les investisseurs affichent leurs satisfactions, car, 2024 s'ouvre sous le signe du renouveau. Petit à petit, l'industrie reprend de la vigueur comme en atteste le retour des grandes marques automobiles (Fiat , Opel) sur le marché local. Et le pays souhaite aussi s'engager sur la voie de la nouvelle économie comme le prouve la volonté de développer la culture « Start-Up » auprès de la jeunesse. En prime, l'État algérien a ouvert de nombreux chantiers dans l'éducation, la santé, le tourisme ou encore la transition énergétique, autant de domaines qui appellent à de nouveaux investissements privés et à de nouvelles compétences. Des observateurs mettent en avant l'intérêt particulier que le Président Tebboune porte à ce domaine vital et les efforts consentis par le Conseil du renouveau économique algérien pour booster l'investissement, diversifier l'économie nationale et réduire la dépendance aux hydrocarbures. Et de préciser que la véritable lutte émanera de cette haute autorité, qui aura à charge de lever toutes les contraintes, car cet environnement propice ne masque toutefois pas les difficultés persistantes comme la bureaucratie ou encore l'accès aux financements. Des économistes estiment qu'au cours de l'année 2024 se poursuivra le travail effec-

tué par les différentes wilayas pour débloquer les projets d'investissements achevés mais dont la mise en service est bloquée par des problèmes administratifs. Sera poursuivi également le raccordement de certaines zones industrielles et d'activités aux réseaux d'électricité et du gaz. La relance de l'investissement pourrait passer également par le règlement du problème du foncier pour les porteurs de projets. La nouvelle loi du foncier promulguée en 2023 confie à l'AAPI les prérogatives d'attribuer le foncier aux investisseurs. Il est prévu l'application de cette loi en 2024. Pour les startups, le crowdfunding sera mis en œuvre en principe en 2024. Ce qui pourrait régler le problème de financement que rencontrent les jeunes porteurs de projets innovants. L'année 2024 verra également l'ouverture du capital du CPA et de la BDL. Une opportunité pour les entreprises d'acquérir via la Bourse les actions de ces banques. Autant d'atouts déployés par les pouvoirs publics, pour ne pas être entraver par une bureaucratie lancinante et assez prégnante, d'où l'importance de cette commission. Aussi, lors de l'installation de cette instance le Président de la République s'est en outre félicité des « résultats de la coopération entre le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et le Conseil du renouveau économique algérien, qui a répondu favorablement à l'initiative de la baisse des prix des biens et produits de large consommation durant le mois sacré de Ramadhan».

LES RECETTES EN HAUSSE DE 10%, À 5.900,63 MILLIARDS DE DA

Les recettes en hausse de 10%, à 5.900,63 milliards de DA

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté, mardi, devant les membres de la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021, lequel a enregistré des recettes supérieures de 10% aux prévisions. Présentant le projet devant les membres de la commission, réunis sous la présidence de son président Miloud Hanafi, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Faïd a affirmé que le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021, élaboré dans le cadre des réformes en faveur de la maîtrise des dépenses publiques à moyen terme, avait révélé une hausse des

recettes budgétaires de 10,67% par rapport au montant prévu dans la loi de finances complémentaire (LFC) du même exercice. Selon les chiffres présentés par le ministre, les recettes budgétaires ont atteint 5.900,63 milliards de DA à fin décembre 2021, dont 3.973,58 milliards de DA liés aux ressources ordinaires et 1.927,05 milliards de DA à la fiscalité pétrolière. S'agissant des dépenses budgétaires, elles ont atteint 7.925,23 milliards de DA, dont 5.450,44 milliards de DA pour les dépenses de fonctionnement et 2.474,78 milliards de DA pour les dépenses d'équipement, soit un taux d'exécution de 91,69 % par rapport aux estimations de la LFC de la même année. Selon le ministre, les dépenses budgétaires

ont connu une hausse par rapport à 2020 afin de prendre en charge les dépenses supplémentaires liées à l'impact de la pandémie de Covid-19, à la demande d'investissement des différents secteurs, à la réorganisation territoriale, ainsi qu'au programme de rattrapage spécial au profit de certaines wilayas. M. Faïd a fait savoir que l'objectif principal de la loi portant règlement budgétaire était d'améliorer la performance du gouvernement dans la gestion de la finance publique, de réviser les modalités et les procédures financières adoptées dans l'exécution du budget et d'élaborer les prévisions à court et moyen termes.

R E.

62E ANNIVERSAIRE DE LA FÊTE DE LA VICTOIRE

Appel à l'engagement collectif pour l'unité nationale

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, lundi, que la célébration du 62e anniversaire de la Fête de la Victoire intervenait dans une conjoncture régionale et internationale qui appelle la conjugaison des efforts de tout un chacun pour unifier les rangs et conforter le front intérieur. Dans un message adressé à l'occasion de la célébration du 62e anniversaire de la Fête de la Victoire, le président de la République a dit : «nous célébrons cet anniversaire mémorable dans une conjoncture régionale et internationale qui appelle la conjugaison des efforts de tout un chacun pour unifier les rangs et conforter le front intérieur et exige la hiérarchisation des priorités selon une perspective nationale stratégique, partant de la nécessité d'assumer pleinement les responsabilités face aux défis auxquels notre pays est confronté». En tête de ces priorités, le président de la République a cité «le souci de préserver la large contribution collective à la préservation de la stabilité dont jouit le peuple algérien dans un environnement marqué par des tensions qui menacent la paix et la sécurité dans la région et dans un monde en proie à des conflits, des luttes et des polarisations complexes». A cette occasion, le président de la République a salué les citoyennes et les citoyens pour leur «conscience nationale élevée», se réjouissant des «efforts louables des acteurs du mouvement associatif et de la société civile». Le président de la République a également rendu un vibrant hommage aux «vaillants hommes qui veillent sur nos frontières parmi les membres de l'Armée nationale populaire (ANP), ainsi qu'aux forces de sécurité qui assurent la quiétude et la sérénité dans la société, faisant montre de la plus grande vigilance dans l'accomplissement de leurs nobles missions». Le président de la République s'est, par ailleurs, incliné à la mémoire des martyrs du devoir national et des martyrs de la glorieuse Révolution de libération, faisant part de sa considération et de son estime aux Moudjahidate et aux Moudjahidine.

R E.

Inauguration du premier ordinateur quantique livré à une société privée dans l'UE

Le premier ordinateur quantique commercial livré à une société privée dans l'UE a été inauguré lundi dans les locaux d'OVHcloud, qui abrite un centre de données à Croix près de Lille, une révolution que l'entreprise compte aussi mettre au service de la société civile. Les ordinateurs quantiques sont appelés à transformer radicalement l'informatique, avec des puissances de calcul gigantesques, sans commune mesure avec les machines classiques. Développé par la société Quandela, basée en région parisienne, cet ordinateur, baptisé MosaiQ, se présente sous la forme d'une tour de 1,85 m de haut embarquant différents modules reliés par des câbles, dans un caisson métallique bleu. Le montant de cette acquisition dépasse le million d'euros, selon une source proche du dossier. « C'est une révolution (...) de pouvoir donner accès à grande échelle à un ordinateur quantique » car celui-ci sera accessible « au monde l'industrie, mais aussi celui de la recherche, de l'Education, aux étudiants », s'est réjouie la secrétaire d'Etat au numérique Sylvie Retailleau.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 37 décès et 1 167 blessés en une semaine

Trente-sept personnes sont décédées et 1 167 autres ont été blessées dans 1041 accidents de la circulation survenus durant la période du 10 au 16 mars, à travers le pays, selon un bilan rendu public, ce mardi, par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Skikda avec 5 morts et 17 blessés suite à 17 accidents de la circulation, note la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 740 interventions pour procéder à l'extinction de 452 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés à Alger (59 incendies), Oran (27) et Blida (25). Les mêmes secours ont également effectué 4239 interventions pour le sauvetage de 350 personnes en situation de danger et exécuté 3 664 opérations d'assistance diverses.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310,00
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025,00
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000,00

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Inauguration de la structure de l'innovation numérique au CERIST



Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé, lundi, l'inauguration de la structure de l'innovation numérique au Centre de recherche sur l'Information Scientifique et Technique (CERIST) à Ben Aknoun (Alger). A cette occasion, M. Baddari, qui était accompagné des ministres de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Yacine El Mahdi Oualid, et de la Poste et des Télécommunications, M. Karim Bibi Triki, a souligné que cette structure était "cruciale pour

soutenir l'innovation et le développement dans le domaine des technologies numériques et de l'économie de la connaissance". Il a indiqué que cet édifice scientifique est à même de réaliser "un élan qualitatif en matière de recherche et d'innovation dans les domaines de l'informatique, de la numérisation, de l'intelligence artificielle, de l'entrepreneuriat, et des incubateurs d'affaires, d'autant qu'il comprend un centre sophistiqué". Cette structure comprend également "un incubateur d'affaires et un espace pour l'entrepreneuriat devant en-

courager l'innovation et l'entrepreneuriat", selon le ministre ajoutant que cet espace "dispose aussi d'un Bureau dédié aux brevets d'invention et un centre d'appui aux technologies et à l'innovation, outre un bureau pour les relations extérieures". Pour sa part, M. El Mahdi Oualid a fait savoir que cette structure "qui va renforcer davantage le domaine numérique en Algérie en termes de recherche scientifique, aura un impact positif sur l'entrepreneuriat, notamment en milieu universitaire, et en matière de développement du parcours des start-up".

SELON LE PATRON DU GÉANT PÉTROLIER SAUDI ARAMCO

«La stratégie mondiale de transition énergétique est un échec»

La stratégie actuelle de transition énergétique «est un échec», a estimé, lundi, le patron du géant pétrolier saoudien Aramco, soulignant la faible proportion des énergies renouvelables dans l'offre mondiale. «La stratégie actuelle de transition (énergétique) est un échec apparent sur la plupart des fronts», a lancé Amin Nasser, lors d'un entretien public organisé lors de la grande conférence mondiale sur l'énergie CERAWEEK, à Houston (Texas). Le dirigeant a notamment appuyé son assertion sur le fait que la consommation mondiale d'énergie reposait encore à 82% sur les énergies fossiles l'an dernier, selon un rapport du cabinet KPMG. Il a également rappelé que selon les projections de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande de pétrole devrait atteindre un record cette année. «Ce n'est pas le futur

que certains avaient annoncé», a insisté le directeur général de la compagnie publique saoudienne. «Tout cela renforce la thèse selon laquelle le pétrole et le gaz ne devraient pas disparaître» de l'offre énergétique «avant un moment, et vraisem-

blablement pas en 2050». «En l'état nous ne sommes pas sur la voie du zéro émissions (nette de gaz à effet de serre) en 2050», a abondé, lors d'un entretien distinct à CERAWEEK, le PDG d'ExxonMobil, Darren Woods. Pour le patron du groupe pétro-

lier américain, «l'une des difficultés» que le monde rencontre pour se rapprocher suffisamment de cet objectif, «est que si notre société veut réduire ses émissions, personne ne veut en payer le prix».

TUBERCULOSE Rebond des cas en France en 2023, selon une étude

La tuberculose, si elle reste à un niveau faible, a connu un rebond de cas en France en 2023 après trois années d'ère Covid, selon une étude publiée mardi par Santé publique France. Après 5.114 cas recensés en 2019, année d'avant-Covid, il y a eu « une forte diminution des cas et du taux de déclaration l'année de survenue de la pandémie », puis « les deux années suivantes », est-il résumé dans un bulletin épidémiologique hebdomadaire, avant la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose du 24 mars. Alors que la crise sanitaire « n'avait pas eu de conséquences sur la sévérité et la mortalité par tuberculose » en 2022, 2023 a connu « un changement de tendance, avec une augmentation de l'incidence » (4.728 cas déclarés, selon des données provisoires), probablement lié à « un rattrapage des cas diagnostiqués », notent les auteurs de l'étude. Vu la situation également d'autres pays, « la vigilance reste de mise ». Transmise par voie aérienne, la tuberculose est une infection bactérienne très contagieuse touchant le plus souvent les poumons, mais pouvant se propager au cerveau.

Mercuriale

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 17 مارس 2024 الموافق لـ 7 رمضان 1445
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 mars 2024 le 7 ramadan 1445

Produits		Prix du détail*			أسعار التجزئة	
		DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	دج / كغ
Légumes frais	Pomme de terre		66	74	59	البطاطا
	Tomate		105	117	93	الطماطم
	Oignon sec		81	89	74	البصل الجاف
	Ail sec		518	584	453	الثوم الجاف
	Carotte		73	81	64	الجزر
	Navet		71	79	63	لفت
	Chou-fleur		82	92	73	قرنبيط
	Choux		65	74	57	كرنب
	Courgette		90	102	79	الكوسة
	Haricot vert		393	418	368	الفصولياء الخضراء
	Laïtue		118	131	106	لقدس
						التفاح المحلي
Fruits frais	Pomme locale		453	568	339	
	Datte		576	703	449	التمر
	Orange		140	168	111	البرتقال
	Citron		159	179	139	الليمون
	Banane		363	377	349	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale		1694	1846	1542	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair		515	528	501	الدجاج
	Œufs (Unité)		21	22	20	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)		96	101	90	حليب البقر (لتر)
						المنتجات ذات الأصل الحيواني

FORUM ÉCONOMIQUE SUR L'ÉNERGIE EN AFRIQUE

Plaidoyer pour l'intégration économique

Les participants au Forum économique sur l'énergie en Afrique ont appelé à la concrétisation de l'intégration économique entre les pays du continent pour faire face au déficit enregistré dans le domaine de l'énergie.

Synthèse R E

Lors du Forum, organisé lundi à Alger par le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID), sous le thème "Eclairer l'Afrique", les intervenants ont tenu à souligner que le développement en Afrique passe initialement par la réalisation d'infrastructures de base solides dans le domaine de l'énergie, notamment de l'électricité, un objectif impossible à atteindre qu'en renforçant l'intégration entre les pays africains. Intervenant à cette occasion, le Directeur de la promotion des échanges économiques au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Rabah Fassih, a affirmé qu'"en dépit de l'importance de l'énergie en tant que moteur de développement, certains pays africains continuent, néanmoins, de souffrir du problème d'alimentation en énergie électrique, malgré les moyens et les grandes ressources naturelles qu'ils reçoivent, comme l'énergie solaire, hydraulique et éolienne". Le problème réside dans «le mode d'exploitation de ces ressources et leur transformation effective en électricité au profit des habitants», a-t-il ajouté. Ainsi, a-t-il poursuivi, les pays africains sont appelés à trouver les solutions nécessaires aux problèmes entravant leur processus de développement, au titre d'une approche globale, fondée sur le principe de coopération et d'intégration", dans divers domaines en vue de rattraper les lacunes et de réaliser l'essor "collectif", à travers les différents programmes et mécanismes prévus dans l'Agenda 2063.

M. Fassih a souligné à cet égard que les institutions algériennes, grâce à leur vaste expérience dans les domaines de production, de transport et de distribution d'électricité, et à leurs centres de formation, sont à même de contribuer aux différents programmes continentaux visant à exploiter de manière optimale les ressources naturelles disponibles, ce qui leur permet de jouer un rôle «prépondérant» dans ce domaine. Pour sa part, le chef de division des politiques, stratégies et appui à la Commission africaine de l'énergie (AFREC), Yagouba Traoré, a appelé à la coordination des efforts et des stratégies et à l'échange d'expertises entre les pays africains dans les différents secteurs, notamment énergétique en vue de trouver les solutions adéquates aux problèmes rencontrés et de combler le déficit engendré par le manque de maîtrise des technologies modernes afin de réaliser la transition escomptée, à savoir «l'électrification du continent». Le directeur exécutif de l'AFREC, Abdallah Ali Rashid, a quant à lui, souligné que 600 millions de personnes dans le continent africain souffrent de l'absence d'éclairage, ce qui impose de «renforcer nos capacités dans ce domaine par le biais de la formation et la recherche des compétences nécessaires et aptes à relever les défis pour une exploitation optimale et rationnelle des ressources disponibles». Cela ne se réalisera que par «la coopération bilatérale et l'intégration, qui se concrétisent par la construction de lignes électriques entre les pays africains, les raffineries de pétrole, les oléoducs et les gazoducs, ainsi que la coopération dans le domaine des énergies renouvelables», a-t-

il dit. Cette rencontre, auquel ont participé des ambassadeurs et des membres du corps diplomatique accrédités en Algérie, ainsi que des directeurs et représentants d'établissements bancaires, de compagnies d'assurance, des hommes d'affaires et des experts, a constitué un espace d'échange de vues et d'idées sur le système énergétique en Afrique et les moyens de le développer. De son côté, le président du Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID), Amine Boutalbi, a estimé que le choix du thème de l'énergie en Afrique découle de sa grande importance dans le processus du développement, soulignant que l'Algérie a franchi des pas importants dans ce secteur et qu'"elle dispose actuellement d'une expertise et d'une expérience qui lui permettent de renforcer sa présence en Afrique". A cette occasion, M. Boutalbi a annoncé que la 10 édition du Forum africain sur l'investissement et le commerce se tiendra les 4 et 5 mai prochain à l'hôtel Sheraton (Alger) sous le thème "La route vers les marchés africains". Au cours de la rencontre, de nombreux sujets seront débattus, à l'instar de l'accélération des transactions dans le cadre de la zone de Libre Echange Continental Africaine (ZLECAF), la transition énergétique et les énergies alternatives, l'intelligence artificielle pour la construction de petites et moyennes entreprises, et le renforcement de la transformation numérique en Afrique à travers la connaissance, la formation, les technologies de l'information et de la communication (TIC), et l'innovation.

TRANSPORT AÉRIEN

Des instructions pour réduire le temps d'attente des passagers dans les aéroports

Le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, a insisté, lundi à Sétif, sur la "nécessité d'intensifier les efforts, et d'accélérer les formalités d'usage afin de réduire au minimum l'attente des passagers dans les aéroports". Inspectant l'aéroport du 8-Mai 1945, dans la commune d'Aïn Arnat, dans le cadre d'une visite de travail à Sétif, le ministre a souligné "la nécessité d'intensifier les efforts pour réduire au minimum le temps consacré à l'accueil des passagers dans les aéroports, simplifier les formalités d'usage tout en œuvrant à une meilleure gestion de ces infrastructures". Le but étant, selon M. Zahana, "d'accueillir convenablement les membres de notre communauté à l'étranger dès l'été prochain". Le ministre a insisté, dans ce contexte, sur la nécessité d'une "gestion optimale des différents espaces disponibles à l'aéroport du 8 mai 1945 à Sétif, en accélérant les procédures d'adjudication des locaux de l'enceinte aéroportuaire, en créant des espaces pour les enfants et les mères allaitantes, et en améliorant les services liés au fret". Au siège de la Société d'exploitation du tramway (SETRAM), M. Zahana, après avoir écouté un exposé sur la réalité du secteur des transports dans la wilaya, a souligné que son département ministériel "appuiera et mettra en œuvre les décisions arrêtées localement entre les communes possédant les gares routières et les entreprises en charge de leur gestion, en encadrant cette relation d'un point de vue juridique, l'enjeu étant de fournir aux usagers le confort et la sécurité qu'ils sont en droit d'attendre". M. Zahana a fait l'éloge, à l'occasion de cette visite, du fonctionnement du tramway, appelant les responsables de la SETRAM à poursuivre leurs efforts pour maintenir ce

niveau de performance. S'agissant de la Société publique de transports urbains et suburbains de Sétif, le ministre a estimé que celle-ci doit renforcer son parc afin d'être à la hauteur des attentes des citoyens. Le ministre a souligné que sa visite de travail dans la wilaya de Sétif avait pour objectif de "s'enquérir objectivement de la situation du secteur et du niveau atteint", et de "trouver les formules adéquates pour atteindre une efficacité économique permettant de maîtriser les besoins et de suivre le rythme du dynamisme économique de la wilaya, à travers le plan de transport en cours élaboration". Au cours de cette visite, le ministre a inspecté le siège de la SETRAM, celui de la Société des transports urbains et suburbains, ainsi que le siège de la direction des transports, avant de visiter les différentes structures de l'aéroport du 8-Mai 1945.

En effet, explique la même source, la participation de l'Algérie à cette édition du Salon tend à «réaffirmer l'engagement du secteur à renforcer sa présence sur le marché russe, un des marchés exportateurs de tourisme vers l'Algérie, et à promouvoir le produit touristique algérien et ses spécificités». Pour ces raisons et afin d'assurer une participation de qualité, «un espace a été réservé au stand algérien, conçu dans un style associant la modernité et l'authenticité de l'Algérie avec son cachet architectural et culturel et équipé de tous les moyens et supports contribuant aux opérations de promotion et de commercialisation», selon le communiqué. «Le stand a été orné de produits artisanaux pour favoriser une affluence continue des visiteurs tout au long de l'événement et des supports de marketing et des dossiers de presse en anglais et en russe seront également présentés et distribués aux visiteurs du stand algérien afin de leur permettre de mieux connaître les principales spécificités des régions touristiques algériennes», détaille-t-elle. À travers ces efforts, l'Algérie vise conquérir le marché russe, un des marchés les plus importants en matière d'exportation de touristes. Un programme de coopération avait été lancé en 2022 entre l'Office national algérien du tourisme (ONAT), une agence touristique privée et une grande agence touristique russe en vue de l'organisation des voyages au profit des touristes russes en direction de l'Algérie. La précédente édition du Salon international du Tourisme à Moscou a vu la participation de 768 exposants représentant 21 pays étrangers et 57 départements russes, et près de 14.000 visiteurs, une participation importante qui fait de cet événement «une occasion parfaite pour rencontrer, échanger des idées et explorer les opportunités de coopération dans ce domaine», a conclu le communiqué.

TOURISME

L'Algérie en force au salon «Mitt Moscou»

L'Algérie multiplie ses participations aux foires et salons du Tourisme à l'international. Elle a pris part à la 30e édition du Salon international du Tourisme "Mitt Moscou", qui s'est ouvert, hier mardi à Moscou (Russie) et s'étendra jusqu'à jeudi, indique un communiqué de l'Office national du Tourisme (ONT). «Le secteur du tourisme et de l'artisanat clôture ses participations aux rendez-vous internationaux et aux salons spécialisés programmés au cours du premier trimestre 2024, par sa présence à la 30e édition du Salon international du Tourisme +Mitt Moscou+, organisé du 19 au 21 mars 2024 dans la capitale russe, Moscou», a précisé la même source. En effet, explique la même source, la participation de l'Algérie à cette édition du Salon tend à «réaffirmer l'engagement du secteur à renforcer sa présence sur le marché russe, un des marchés exportateurs de tourisme vers l'Algérie, et à promouvoir le produit touristique algérien et ses spécificités». Pour ces raisons et afin d'assurer une participation de qualité, «un espace a été réservé au stand algérien, conçu dans un style associant la modernité et l'authenticité de l'Algérie avec son cachet architectural et culturel et équipé de tous les moyens et supports contribuant aux opérations de promotion et de commercialisation», selon le communiqué. «Le stand a été orné de produits artisanaux pour favoriser une affluence continue des visiteurs tout au long de l'événement et des supports de marketing et des dossiers de presse en anglais et en russe seront également présentés et distribués aux visiteurs du stand algérien afin de leur permettre de mieux connaître les principales spécificités des régions touristiques algériennes», détaille-t-elle. À travers ces efforts, l'Algérie vise conquérir le marché russe, un des marchés les plus importants en matière d'exportation de touristes. Un programme de coopération avait été lancé en 2022 entre l'Office national algérien du tourisme (ONAT), une agence touristique privée et une grande agence touristique russe en vue de l'organisation des voyages au profit des touristes russes en direction de l'Algérie. La précédente édition du Salon international du Tourisme à Moscou a vu la participation de 768 exposants représentant 21 pays étrangers et 57 départements russes, et près de 14.000 visiteurs, une participation importante qui fait de cet événement «une occasion parfaite pour rencontrer, échanger des idées et explorer les opportunités de coopération dans ce domaine», a conclu le communiqué.

BORDJ BOU
ARRERIDJ**537 exploitations
agricoles
raccordés au
réseau
d'électricité
depuis début
2023**

Pas moins de 537 exploitations agricoles de plusieurs communes de la wilaya de Bordj Bou Arreridj ont été raccordées au réseau d'électricité "depuis début 2023 à ce jour", a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune relatives à l'acheminement de cette énergie aux exploitations agricoles pour encourager les agriculteurs à augmenter leur production et assurer la sécurité alimentaire, a indiqué la chargée de communication de cette direction, Nari-mèneLounakel.

Ces raccordements ont nécessité la réalisation d'un réseau de distribution de 258 km linéaires, selon la même source qui a fait état de la poursuite à "rythme acceptable" des travaux de raccordement de 130 autres exploitations agricoles par un réseau de 58 km, tandis que les travaux de raccordement de 84 autres exploitations seront "prochainement" lancés avec un réseau d'environ 48 km.

Parallèlement, les services de la même direction poursuivent la concrétisation du projet de raccordement de 165 exploitations agricoles du périmètre agricole Oued Mehdjar chevauchant les quatre communes de Djaâfra, Colla, Tefreg et El Main par un réseau de 56 km, selon la même source qui a précisé que depuis début 2024, pas moins de 125 exploitations ont été raccordées et 40 sont en cours de l'être.

Les services de la direction de distribution de l'électricité du gaz œuvrent à augmenter la cadence des raccordements des exploitations restant, à accompagner les agriculteurs et à leur présenter des facilités sans exiger un paiement préalable afin d'encourager la production agricole et de créer de la richesse et des emplois, a-t-on indiqué.

AIN TÉMOUCHENT

Plus de 65 opérations de développement au profit de la commune de Beni Saf

Le nombre de projets de développement en cours de concrétisation dans la commune de Béni Saf (Ain Témouchent) a atteint 67 opérations, a annoncé, le chef de la daïra de Béni Saf, Messaoud Atoui.

Le même responsable a indiqué, lors des travaux du Conseil de wilaya consacré à l'examen de la situation du développement des communes de cette daïra, qu'une enveloppe de 559,64 millions DA a été consacrée au profit de la commune de Béni Saf pour la prise en charge de la réalisation de 67 projets de développement, dont 30 inscrits au titre du programme d'appui au développement économique et social et 27 autres au titre du fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales.

En outre, huit (08) autres projets sont en cours de concrétisation au titre de l'autofinancement de la commune de Béni Saf, deux (02) autres projets au titre du budget de wilaya. L'ensemble de ces opérations sont liés à l'amélioration du cadre de vie de la population et la prise en charge de différentes préoccupations de développement par ordre de priorité et suivant les moyens financiers

disponiblesn, a-t-il encore souligné.

L'aménagement urbain se taille la part du lion des projets en cours de concrétisation, à l'instar des travaux de protection du ravin de "haï Boukerdane" contre les inondations, de l'aménagement de la zone d'extension urbaine (ZHUN) de Beni Saf, de voiries au village d'Ain Bessalet l'extension du réseau d'assainissement de Rachegoun. Ces opérations seront réceptionnées avant la fin de l'année en cours, a annoncé le Chef de la daïra.

Le wali d'Ain Témouchent, M'hamedAmoumen, a souligné, lors de cette rencontre, la nécessité d'achever les travaux d'aménagement urbain des différents quartiers de Beni Saf avant le début de la saison estivale, tout en insistant sur sa vocation touristique balnéaire.

Il a mis l'accent sur la nécessité d'interdire tous les travaux de fonçage après l'achève-

ment des travaux d'aménagement urbain, le revêtement des chaussées, en plus de l'achèvement de tous les travaux souterrains portant sur la réalisation des différents réseaux d'assainissement, gaz naturel, AEP avant de concrétiser des travaux de revêtement et de bitumage des chaussées.

Le même responsable a insisté aussi sur l'importance de la tenue de réunions locales au niveau des communes avec les citoyens, les représentants de la société civile, le mouvement associatif. Au cours de ces réunions, les présidents d'APC sont tenus de montrer à la population de leurs collectivités, les différents projets de développement en cours.

La situation du développement au niveau des communes "Emir Abdelkader" et "Sidi Safi" relevant de la daïra de Beni Saf, a été également au menu de ce Conseil de wilaya.

SUITE DE L'AUGMENTATION DU VOLUME STOCKÉ AU BARRAGE DE BOUHAMDANE

Des mesures pour améliorer l'AEP à Guelma

Le volume d'eau emmagasiné dans le barrage de Bouhamdane (Guelma), passé à 67 millions de m3 grâce aux récentes précipitations, a conduit les autorités locales à prendre un certain nombre de mesures pour améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) des citoyens pendant le mois sacré de Ramadhan, a-t-on appris, lors d'une séance de travail tenue au siège de la wilaya.

Selon l'exposé présenté par un représentant de la direction des ressources en eau, lors de cette réunion présidée par le wali, Mme HouriaAggoun, le volume d'eau actuellement disponible dans le bassin du barrage de

Bouhamdane, alimenté par 20 millions de m3 à la faveur des dernières pluies, représente 37 % de la capacité totale de cet ouvrage hydraulique, estimée à 183 millions de m3.

Il est noté dans le même exposé qu'au regard de ces « indicateurs positifs » en matière d'amélioration du volume d'eau stocké dans ce barrage, le plus important à l'échelle locale, la wilaya est en mesure d'augmenter la part journalière d'eau potable à partir de cet ouvrage de 55.000 m3/jour à 65.000 m3/jour, ce qui aura une incidence directe sur l'amélioration de l'approvisionnement en eau, tant en termes de volume horaire que de nombre de jours

d'approvisionnement au profit des citoyens de 7 communes, à savoir Guelma, Hammam Debagh, Houari Boumediene, Medjez Amar, Roknia, Ben Djerrah et Bouati-Mahmoud.

La responsable de l'exécutif local a évoqué, pour sa part, les « résultats positifs » des projets réalisés au cours des derniers mois par le secteur des ressources en eau, tels que la mise en service d'un puits artésien dans la zone Eucalyptus, avec un débit de 15 l/s destiné à l'amélioration de l'AEP des habitants du couloir de Bouchegouf, l'aménagement de l'ancienne station de pompage d'Oued Maïz, à Guelma, où deux nouvelles pompes ont été mises

en service pour alimenter les habitants des communes de Guelma et de Ben Djerrah, en plus de la mise en place de 18 camions-citernes d'une capacité de 6.000 m3, chacun, pour les mechtas et localités reculées ou isolées.

Selon les explications fournies lors de cette séance de travail, au sujet de la distribution d'eau potable aux citoyens des 34 communes de la wilaya durant le mois de Ramadhan, le programme arrêté porte sur une alimentation quotidienne dans certaines communes, et alternée (un jour sur deux ou un jour sur trois) dans d'autres.

MARCHÉ D'ILLIZI

Plus de 160 quintaux de viandes reçus depuis le début du Ramadhan

Pas moins de 164 quintaux (qx) de viandes (rouges et blanches) d'importation et acheminés dans le cadre du marché du troc, ont été injectés dans le marché à Illizi, depuis le début du Ramadhan, a-t-on appris lundi auprès de la Direction locale du commerce et de la promotion des exportations (DCPE). Il s'agit d'une quantité de viandes rouges répartie sur 20 qx d'importation, 87 qx du marché du troc avec les pays voisins et 57 qx de viandes blanches destinés au point de vente rele-

vant du complexe avicole de l'Est, ainsi que d'autres produits et denrées alimentaires dont des quantités d'œufs et dérivés du lait pour répondre aux besoins des consommateurs durant le mois sacré, a déclaré à l'APS le directeur du secteur, Rachid Hmidani. Les services de la DCPE s'attèlent à assurer, dans le cadre de la commission de wilaya du suivi de l'approvisionnement du marché en produits alimentaires de large consommation, le contrôle au niveau des marchés et à veiller sur leur organisation, afin de

lutter contre la flambée des prix et garantir le respect de l'hygiène et de la santé publique, a-t-il souligné. Il a ajouté, à ce propos, que les points de ventes relevant du groupe public agro-industriel (AGRODIV) dans les communes d'Illizi, In-Aménas, Debdeb et Bordj Omar Driss, les espaces commerciaux et les quatre marchés de solidarité « spécial Ramadhan » ouverts à travers la wilaya, connaissent une abondance de produits alimentaires. S'agissant de l'approvisionnement en lait pasteurisé sub-

ventionné, le quota de lait en poudre (matière première) destiné à la laiterie d'Illizi est passé de 21 tonnes à 35 tonnes à l'occasion du mois de jeûne pour couvrir les besoins des consommateurs. La DCPE d'Illizi qui a mobilisé des brigades de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes, durant le Ramadhan, s'engage, à cette occasion aussi, à organiser des actions de sensibilisation contre le gaspillage alimentaire et à assurer le suivi de l'approvisionnement du marché en produits de base.

Un Etat qui s’endette vole les générations suivantes

Les parents boivent, les enfants trinquent. Peut-on dire pareillement, s’agissant de la dette publique : la génération d’aujourd’hui dépense, ses enfants paient la note ?

Par François meunier (*)

La réponse est non, vigoureusement : la dette publique ne vole pas les générations futures. Le débat public – et le contrôle démocratique de la dépense publique – seraient renforcés si l’on déconstruisait tranquillement les ressorts de cette affirmation. D’abord, si l’Etat emprunte, c’est que quelqu’un lui prête. Une personne de la génération présente sort de l’argent de sa poche pour financer l’Etat, de la même façon qu’une personne (pas forcément la même, on y vient) sort aujourd’hui de sa poche si l’Etat recourt à l’impôt. Dans les deux cas, la génération présente s’abstient de consommer. Celui qui a prêté sera heureux plus tard d’être remboursé, lui en personne si son achat est fait par l’intermédiaire d’un organisme de retraite ou de prévoyance, ou ses enfants. La dette publique, comme toute dette, fait voyager l’épargne dans le temps, au profit (ou pas, on va le voir) de nos enfants. La génération future rembourse bien sûr l’emprunt, mais en réalité rembourse celui dont le parent a prêté à l’Etat, c’est-à-dire quelqu’un de la même génération. Fin du sophisme. La seule question vraiment importante, c’est la destination des fonds, qu’ils soient levés par impôt ou par emprunt. C’est la qualité de la dépense publique qui compte. Si le rendement (social) de la dépense est supérieur au coût économique des ressources (quelque chose qu’approche en général le taux d’intérêt de la dette), alors la dépense est saine et non seulement nos enfants seront remboursés, mais ils vivront mieux. Dans le cas inverse, ils nous maudiront. Où est le problème de fond, alors ? D’abord, il n’est pas facile, y compris pour un parlement bien informé et politiquement responsable, de juger a priori de l’efficacité de la dépense publique. Son rendement n’est pas pécuniaire, du moins immédiatement, il est en grande partie social : une meilleure éducation des jeunes (c’est-à-dire de la génération future !), une meilleure sécurité, etc. On peine à donner des chiffres. Parfois même cette dépense n’est pas un investissement : recruter des magistrats ou des policiers sur la fonction de sécurité publique est une dépense courante, mais qui a des enjeux de long terme. C’est pourtant la chose essentielle à faire : analyser au mieux l’efficacité de la dépense. Nos institutions en France se prêtent mal à ce type de débat rétrospectif sur les budgets votés. C’est le signe d’un contrôle démocratique déficient et d’une relation médiocre entre parlement et exécutif. Les problèmes structurels de finance publique de la France, si on la compare à l’Allemagne, viennent en partie de là. Ensuite, l’Etat ne diffère pas tant que cela d’une entreprise. Or, il y a un résultat fondamental de la finance d’entreprise : le bien-fondé d’un projet d’investissement identifié ne dépend pas de son mode de financement, dette ou fonds propres, ou, dit autrement, de la provenance des fonds, des créanciers ou des actionnaires (des contribuables ?). Ce résultat est partiellement invalidé parce que le niveau d’endettement retient sur les comportements tant des actionnaires que du management, surtout pour des niveaux élevés de l’endettement, mais il en va de même pour l’Etat[1]. À se focaliser sur la dette, on se rabat sur un substitut très imparfait. Si la conduite de l’Etat ressemblait à la conduite d’une voiture, on ne s’occuperait que de la pédale de frein, oubliant où la voiture doit aller (le volant) et à quel rythme (l’accélérateur). Cela se comprend bien sûr, car il est plus facile de lever de la dette que des impôts. Interrogez les électeurs ! Là encore, l’Etat ne diffère pas

d’une entreprise. Le management (l’exécutif ?) préfère s’endetter plutôt que d’aller quémander auprès de ses actionnaires sur un projet sur lequel ils vont le titiller. Le contexte de taux bas a également favorisé ce recours aisé et moins intrusif à la dette pour financer les dépenses. Par conséquent, en l’absence d’un lieu politique efficace où s’organise le débat sur la dépense publique, il n’est pas absurde de s’accrocher au seul instrument sur lequel on pense avoir une action : le frein, ou encore le niveau d’endettement public.

La règle d’or

Mais même sur le niveau de la dette, les citoyens, via leurs représentants, n’ont qu’un contrôle imparfait. On entend alors des propositions consistant à fixer dans le marbre le contrôle de la dette, c’est-à-dire à proscrire le déficit public. Une sorte de frein autobloquant. Il s’agit de la règle d’or qui dit que, corrigé du cycle conjoncturel, un budget doit toujours être à l’équilibre. L’Allemagne l’a fait passer dans sa législation et a poussé le président Sarkozy à en introduire une version heureusement édulcorée dans la française. Wolfgang Schäuble, ministre des Finances du temps de Angela Merkel, était absolutiste : il précisait qu’il s’agissait d’un schwarze Null, c’est-à-dire un solde budgétaire à zéro par valeurs positives (dans le noir) plutôt que négatives (dans le rouge). C’est la règle la plus sotte qui soit, d’une part parce qu’elle est irréaliste (si l’on regarde l’Allemagne aujourd’hui post-Covid et post-agression russe), mais surtout parce qu’elle impose à terme la disparition pure et simple de la dette publique. Prenez une entreprise à qui l’on dirait : gardez à 60 % votre levier de dette, ratio de la dette financière à son bilan économique. Si sa croissance est de 5 %, son actif va croître de 5 % et elle devra continuellement s’endetter pour garder ce ratio, c’est-à-dire avoir un flux de trésorerie négatif. Si elle reste schwartze Null en flux de trésorerie, sa dette fondra inexorablement à zéro. Il en va de même pour l’Etat. Par conséquent, si la dette publique devait en rester à 60 % du PIB, il faudrait comptablement que l’Etat s’endette continuellement et donc ait un déficit public structurel.

Tout financer par impôts ?

Mais pourquoi ne pas tout financer par impôts, diraient certains ? Quatre raisons. Un, c’est irréaliste, comme on l’a vu. Se préparer par exemple au risque accru d’un conflit armé ne peut être financé par les seuls impôts, au risque d’une récession qui affaiblirait le pays au mauvais moment. Deux, c’est oublier que la dette publique joue un rôle essentiel dans toute économie : elle est un étalon qui donne la mesure de ce qu’est une dette sans risque et sans lequel il devient plus hasardeux de faire des investissements risqués. Par son rôle de refuge dans les temps incertains, elle permet les placements d’épargne à risque. Il est donc dangereux d’installer Luther sur son épaule en disant keine Schulden, keine Schulden... montrant du doigt les autres, comme a pu le faire dans le passé le gouvernement allemand. (Schuld veut dire dette en allemand, mais aussi péché ou faute, pour souligner l’attache religieuse du mot.) L’Allemagne devrait dire à son voisin d’outre-Rhin : « Surveillez mieux vos dépenses ! », mais on lui reprocherait là de s’insérer dans le débat démocratique national. Trois, l’Etat joue un rôle incontournable d’assureur social : il limite les dégâts du cycle conjoncturel sur l’emploi et le bien-être en creusant son déficit en période de récession, en le limitant en phase de croissance. Enfin, quatre et plus polémique, les marchés financiers

jouent eux aussi un rôle de contrôle et de garde-fou, à côté du vote citoyen. On les dit court-termistes et prompts à refuser tout programme d’aide sociale. Mais ils aident aussi utilement à étalonner les performances d’un pays sur celles d’un autre, et dans cette fonction, viennent au secours du Parlement.

Une dette publique ne se rembourse jamais, en principe

En finances publiques, on ne rembourse jamais la dette, on la roule[2]. Et dans la plupart des pays avancés, on observe depuis l’après-guerre que le taux d’intérêt est le plus souvent inférieur au taux de croissance nominal de l’économie. La France est dans ce cas, comme le montre le graphique qui suit. En rouge figure le taux de croissance nominal du PIB g, y compris donc inflation. En bleu, le taux d’intérêt r des emprunts d’Etat après imposition (eh oui, l’Etat paie des intérêts, mais prélève de l’impôt sur les revenus d’intérêt, du moins ceux perçus par ses citoyens). Le graphique retient le taux OAT à 10 ans alors qu’il faudrait plutôt un taux à 7 ans – plus faible en général – pour se caler sur la maturité moyenne de la dette publique. Comme on le voit, depuis les années 2000, et surtout aujourd’hui avec le rebond non anticipé de l’inflation, l’écart r – g est négatif. Dit autrement, si l’on ne fait rien, la dette (qui croît comme le taux d’intérêt) tend spontanément à baisser en proportion du PIB (qui croît bien sûr comme son taux de croissance !). Attention à ce subterfuge cependant, par la facilité qu’il procure à la dette et donc, pour se répéter, à la mauvaise dépense publique. C’est d’autant plus vrai qu’un autre phénomène, de nature monétaire, entre en jeu. La France jouit en effet d’une sorte de (petit) « privilège exorbitant » (comme je l’expliquais ici), celui d’être le moins mauvais des grands pays de la zone euro capables d’émettre une dette liquide et de bonne qualité de crédit, c’est-à-dire de produire des « actifs financiers sûrs » en euro, une devise qui doit faire partie de tous les portefeuilles internationaux. Prenant une approche « monétaire » des finances publiques, l’Etat français fournit par ses déficits un service à la communauté financière internationale et en profite pour s’endetter à coût bas. L’Allemagne, de par sa rigueur budgétaire et ses atouts économiques, ne produit pas de dette publique en quantité suffisante. Cette latitude est dangereuse par l’illusion dont elle berce les gouvernements. Si les mauvaises dépenses ont été récurrentes, c’est la solvabilité du pays qui est en jeu et les marchés financiers se ferment ou demandent des taux usuraires, sur le dos des générations présentes et futures. L’épisode Liz Truss en Grande-Bretagne restera comme une expérience naturelle dont on parlera longtemps dans les cours de macroéconomie. Or, un accident comme celui advenu chez les Britanniques peut fort bien et très vite advenir ailleurs lorsque l’endettement public dépasse un certain seuil. Oui, un « certain seuil »

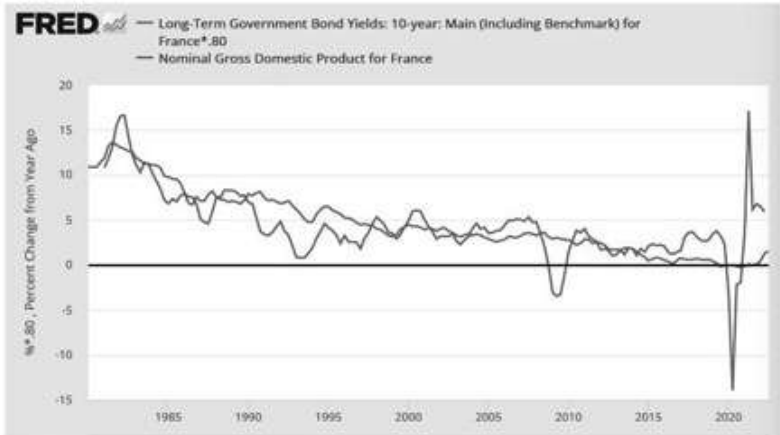
qu’il est dur de quantifier mais qui devient soudainement très « certain » dans la tête des investisseurs une fois qu’ils ont perdu tout crédit dans la politique économique du gouvernement. Car, pour paraphraser Walter Bagehot, quand on commence à s’interroger sur le crédit d’un Etat, c’est qu’il n’a plus de crédit.

Les effets redistributifs de la dette publique

Dernier point, on a vu que la dette fait voyager l’épargne dans le temps. Mais elle la véhicule aussi dans l’espace à un même moment, des agents prêteurs aux agents emprunteurs. Et ceci est loin d’être une trivialité. Car comparons le sort des deux personnes du début de cette note, la première qui sortait de sa poche pour acheter l’emprunt, la seconde pour payer l’impôt. Les deux, dans le cas positif d’un usage sain des fonds collectés, verront leur niveau de vie ou celui de leurs enfants s’améliorer. Mais le prêteur aura un avantage supplémentaire sur le contribuable : il touchera des intérêts alors que le second aura payé l’impôt sans gratification. La dette occasionne donc aussi un transfert patrimonial au sein des générations d’un même âge, traversant d’ailleurs les frontières puisqu’une grosse part de la dette publique française est détenue par des investisseurs étrangers. Sachant que le financement de la retraite en France ne se fait quasiment pas par l’intermédiaire des marchés financiers, l’investisseur en titres de dette publique en France fait plutôt partie des hauts revenus. Il importe d’autant plus alors que le mode de financement de l’Etat soit raisonnablement neutre du point de vue de l’équité. Cela oblige à une attention extrême à la répartition de l’impôt, notamment entre les revenus du capital et ceux du travail. Il faudrait là-aussi débusquer un certain sophisme au sujet de l’impôt sur le capital. Au total, attention à l’argument générationnel pour juger des finances publiques. Ce qui importe, c’est la dépense publique et les institutions pour en assurer la qualité.

(*) Professeur affilié à l’ENSAE
Source : Variances le 6 février 2024

[1] Pour être technique ici, le résultat de neutralité de la structure de financement est dû à Modigliani-Miller. Il y a également en finances publiques un résultat de neutralité en matière de financement, connu sous le nom de Ricardo-Barro, très différent du premier. Il dit qu’il est indifférent de financer par dette ou par impôt, car les agents privés, qui pourtant échappent à l’impôt, savent bien que la dette levée devra un jour être remboursée. Ils ajustent alors leur comportement de dépenses comme si les fonds levés par l’Etat l’avaient été par impôts. C’est là que l’assimilation actionnaire – contribuable rencontre sa limite : le créancier d’une entreprise ne devient pas automatiquement un actionnaire (contribuable) quand il s’agit de rembourser la dette. [2] Un point mis en avant lors d’une intervention restée fameuse de Olivier Blanchard en 2019 devant l’Association américaine d’économie. Depuis lors, Blanchard est devenu un peu moins assuré et fait partie des économistes qui ont jugé excessif le plan de relance de Biden.



CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN TUNISIE

Ce que révèlent les chiffres

«La Tunisie peut réaliser des taux de croissance de l'ordre de 5 et de 6%. Car cette période de régression économique ne peut que donner lieu à un potentiel et une capacité de relance et de dynamisation. Si l'on parvient à ajuster les politiques sectorielles et conjoncturelles (budgétaire et monétaire), nous pourrions atteindre cet objectif, malgré toutes les difficultés », affirme l'économiste Moez Soussi.

Intervenant lors du webinaire 90 minutes, organisé récemment, par l'Iace sur le thème « Lecture des principaux indicateurs économiques de la Tunisie », l'économiste Moez Soussi est revenu sur les raisons majeures derrière la faible performance qui a caractérisé l'économie tunisienne au cours de l'année 2023. Soussi a souligné qu'avec le ralentissement dont a fait montre l'économie nationale durant ces dernières années, la Tunisie n'est plus en mesure de générer de la croissance, une dynamique pourtant indispensable pour la création de l'emploi et l'amélioration du niveau de vie des citoyens. «Pour préserver le niveau de vie général en Tunisie, nous devons enregistrer au minimum deux points de crois-

sance. Or, avec les taux de croissance actuels (notamment les 0,4% enregistrés en 2023), les Tunisiens sont en train de se paupériser. Car les revenus réels croissent à un rythme bien inférieur à celui de la croissance démographique », a-t-il affirmé. L'économiste a expliqué que cette situation trouve son origine dans l'essoufflement des efforts d'investissement et d'épargne, résultant, à leur tour, de l'aggravation des déficits jumeaux. « Aujourd'hui, la productivité globale des facteurs est menacée car nous n'arrivons plus à importer les nouvelles technologies. Nous devons remplacer ce qui a été consommé en matière de stock de capital et développer davantage la capacité de production », a-t-il asséné.

Évoquant le manque à gagner en termes de croissance potentielle, l'économiste a cité l'exemple de l'industrie des phosphates. En effet, au moment où le cours du phosphate continue de grimper, la Tunisie n'a pas pu tirer pleinement parti de la hausse des prix sur le marché international et, par conséquent, augmenter les recettes provenant des exportations de ce minerai. Et pour cause : un déficit d'équipements qui auraient pu servir pour accélérer la cadence de la production.

L'agriculture, un secteur fragile

Selon Soussi, une lecture des chiffres relatifs à la contribution de chaque secteur à la croissance, révèle que l'agriculture est le principal secteur qui a

tiré la croissance, vers le bas, suivi par le secteur des bâtiments. Ce résultat n'est pas surprenant d'autant plus que les activités agricoles, hormis la pêche, ont pâti des conditions climatiques sévères. L'économiste n'a pas manqué, dans ce contexte, d'appeler à adopter les nouvelles technologies qui peuvent réduire significativement l'impact des changements climatiques sur le rendement agricole. « La sécheresse vécue en 2023, est sans précédent. Heureusement, les cours des matières premières, notamment du blé, ont chuté. La contribution du secteur agricole au PIB qui a enregistré une croissance négative de -11% n'était que de 7,38% », a-t-il indiqué.

POUR UN MONTANT DE 6 MILLIARDS DE DOLLARS

Kuwait Airways commande davantage d'Airbus

Kuwait Airways a annoncé, lundi, augmenter sa commande à Airbus, avec l'achat de 31 appareils au total pour six milliards de dollars, dans le cadre d'une restructuration d'un accord avec le géant aéronautique européen. Des enquêtes avaient été menées sur des allégations de pots-de-vin entourant l'accord initial conclu en 2014. Celui-ci prévoyait au départ l'achat de 25 avions Airbus, élargi ensuite à 28. «Nous sommes parvenus à nous mettre d'accord sur une importante restructuration qui va placer Kuwait Airways (KAC) dans une bien meilleure position pour réussir dans les 15 prochaines années», a déclaré le PDG de la

compagnie aérienne, Ali Al-Dukhan, lors d'une conférence de presse à Koweït. Airbus a confirmé à l'AFP qu'il s'agissait d'une "restructuration d'un contrat existant auquel la compagnie aérienne a décidé d'ajouter trois A321neo supplémentaires". Négociations houleuses L'accord pour un montant total de six milliards de dollars (environ 5,3 milliards d'euros) porte désormais sur l'achat de 31 appareils : neuf Airbus A320neo, six A321neo, trois A321neo LR, quatre A330-800neo, sept A330-900neo et deux A350-900. La compagnie aérienne a jusqu'ici reçu huit appareils et "nous en attendons deux avant la fin de l'année", a précisé Ali

Al-Dukhan à l'AFP, estimant que "la plupart des avions arriveront d'ici 2026". "L'accord nous donnera plus de flexibilité pour nous élargir", a-t-il ajouté, assurant "viser 100 destinations dans les deux prochaines années", alors que la compagnie en couvre aujourd'hui 57. Les compagnies aériennes du Golfe, en particulier les émiraties Emirates et Etihad ainsi que la qatarie Qatar Airways, se sont imposées ces dernières dans le transport aérien mondial, suscitant parfois l'agacement de la concurrence en raison du financement de ces sociétés par leurs États richissimes. "À vrai dire j'étais sceptique quant à la façon de traiter d'Air-

bus, surtout à cause des rumeurs entourant les accords conclus dans le passé avec Kuwait Airways", a dit Ali Al-Dukhan durant la conférence. "Nous avons eu quatre mois de négociations sérieuses et professionnelles, qui ont été houleuses par moment, mais elles se sont toujours tenues dans le respect et la compréhension des besoins et des souhaits de l'un et l'autre", a-t-il poursuivi. Selon le PDG de la compagnie aérienne, l'accord de 2014 nécessitait des ajustements supplémentaires, "surtout avec la nécessité d'une plus grande flexibilité dans une industrie aéronautique post-Covid". En 2014, la KAC a commandé 15 Airbus 320neo et 10 Airbus-

350, dont la livraison a démarré en 2019. Cet accord avait permis à Airbus de verser 3,6 milliards d'euros d'amende pour éviter des poursuites dans une affaire de corruption impliquant notamment les agents commerciaux de l'avionneur européen intervenant dans les contrats de ventes dans plusieurs pays. La semaine dernière, Airbus avait annoncé le plus important bénéfice de son histoire pour 2021, après deux années dans le rouge en raison de la pandémie qui a paralysé puis ralenti le transport aérien mondial. L'avionneur européen avait publié le 17 février un bénéfice net de 4,2 milliards d'euros, battant son record de 2018 (3,1 milliards).

D'ICI 2027

La Banque mondiale accordera des financements de plus de 6 milliards \$ à l'Égypte

L'annonce du soutien financier de la Banque mondiale au pays le plus peuplé du monde arabe intervient dans le sillage d'engagements similaires de la part d'autres institutions financières multilatérales et de certains alliés du Caire, dont les Emirats arabe unis et l'Union européenne. La Banque mondiale a annoncé, dans un communiqué publié, lundi 18 mars 2024, qu'elle accordera des financements de plus de 6 milliards de dollars sur trois ans à l'Égypte, afin d'aider ce pays à redresser son économie impactée par une série de chocs exogènes et à mener à bien ses priorités en matière de développement. Cette enveloppe inclut 3 milliards de dollars de soutien financier pour les programmes du gouvernement et 3 milliards destinés au sec-

teur privé, y compris la mobilisation de capitaux privés pour financer des projets, a-t-on précisé de même source. Les nouveaux financements doivent se concentrer « sur l'accroissement des opportunités pour la participation du secteur privé dans l'économie, le renforcement de la gouvernance des entreprises publiques et l'amélioration de la productivité et de l'efficacité de la gestion des ressources publiques ». L'institution financière multilatérale a également indiqué qu'elle continuera à soutenir les actions visant à lutter contre le changement climatique et à protéger les couches sociales les plus vulnérables en Égypte. Le Groupe de la Banque mondiale est composé de cinq agences gérant chacune des domaines comme les prêts,

les investissements ou encore l'assurance. A ce stade, son exposition à l'Égypte atteint plus de 8 milliards de dollars. L'annonce du nouveau soutien de 6 milliards de dollars au pays le plus peuplé du monde arabe s'inscrit dans le sillage d'engagements similaires de la part d'autres institutions financières multilatérales et de certains alliés du Caire, en particulier les Emirats arabes unis qui ont injecté 35 milliards de dollars d'investissements dans des projets touristiques et urbains. Le Fonds monétaire international (FMI) avait annoncé, le 6 mars, une rallonge de 5 milliards de dollars qui portera le montant global du programme d'aide du FMI en faveur de l'Égypte à 8 milliards de dollars. De son côté, l'Union européenne a signé,

le 17 mars, un accord de « partenariat stratégique » de 7,4 milliards d'euros (8 milliards de dollars) axé sur six piliers stratégiques. L'économie égyptienne subit, depuis plusieurs années, les contrecoups d'une série de chocs, comme la pandémie de covid-19, le conflit russo-ukrainien et la guerre opposant Israël au mouvement palestinien Hamas, qui ont privé le pays de précieuses entrées de devises étrangères. Les attaques menées par les rebelles Houthis du Yémen contre les navires en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, « en signe de solidarité » avec les Palestiniens, ont par exemple fait chuter les revenus en dollars du canal de Suez, passage crucial pour le commerce mondial, « de 40 à 50% » depuis le début de l'année en cours.

GHANA

Cash-U Company lance une usine de transformation d'anacarde à Banda

Le Ghana est l'un des principaux producteurs de noix de cajou en Afrique de l'Ouest. Alors que le potentiel du secteur est encore sous-exploité, le gouvernement encourage les investisseurs privés qui souhaitent se lancer sur le segment de la transformation.

Au Ghana, une nouvelle usine de transformation d'anacarde est entrée en service le 13 mars dernier dans le district de Banda situé dans le nord du pays. Selon les informations relayées par les médias locaux, elle est construite par l'entreprise chinoise Cash-U Company Limited en collaboration avec la Bui Power Authority (BPA), l'organisme public chargé de la gestion du barrage hydroélectrique de Bui. Occupant une superficie de 8 hectares, elle est dotée d'une capacité de traitement de 12 000 tonnes de noix de cajou par an. La production de l'usine sera principalement destinée à l'exportation. Pour son approvisionnement en ma-

tières premières, l'entreprise chinoise dispose d'un domaine agricole de plus de 202 hectares pour la culture de l'anacarde, mais comptera aussi sur un réseau de producteurs locaux. Dans une deuxième phase de développement de l'usine, Cash-U Company prévoit l'installation d'une autre ligne dédiée à la production d'huile d'anacarde. « Il est prévu qu'une fois que l'usine aura atteint sa pleine capacité opérationnelle, environ 250 emplois directs seront créés pour les populations locales. Cette initiative est destinée à améliorer les moyens de subsistance et à promouvoir l'autonomisation socio-économique dans la région », souligne Sa-

muel Kofi Dzamesi, PDG de la BPA. Selon le responsable, le projet qui a démarré en 2022, s'inscrit dans le cadre du programme gouvernemental « One district - One Factory » (1D1F), mis en œuvre depuis 2016. Au Ghana, la production de noix de cajou tourne en moyenne autour de 130 000 tonnes par an, selon les données de l'Alliance africaine du cajou (ACA). En 2022, la filière a généré près de 493 millions \$ de recettes d'exportation, dont environ 98 % proviennent des expéditions de la noix de cajou sous forme brute, d'après les données compilées sur la plate-forme Trade Map.

PREMIER FORUM D'INVESTISSEMENT DE LA CEDEAO Plus de 400 participants attendus à Lomé les 4 et 5 avril prochains

Avec cet événement, la BIDC veut surtout remplacer le secteur privé au cœur des investissements dans la sous-région, actuellement en plein redressement économique. "Transformer les Communautés de la CEDEAO dans un environnement difficile", c'est le thème central du premier Forum d'Investissement de la CEDEAO (EIF) qui se tiendra les 4 et 5 avril prochains à Lomé, sur initiative de la Banque d'Investissement et de

Développement de la CEDEAO (BIDC). Les échanges permettront de lever le voile sur les opportunités d'investissement dans les secteurs clés des États membres. L'objectif étant de présenter les perspectives d'investissement et d'encourager une participation active du secteur privé comme moteur de développement économique, notamment dans un contexte marqué par diverses crises, qu'elles soient sécuritaires, politiques ou économiques.

Autour de cette thématique, plus de 400 acteurs clés, incluant partenaires de développement, leaders des secteurs privé et public, investisseurs internationaux, ainsi que des représentants de la société civile, sont attendus. Parmi les participants notables figurent Dr Ngozi Okonjo-Iweala de l'OMC, Simon Tiemtoré du Groupe Vista Bank, Kanayo Awanji d'Afreximbank, ou Dr Omar Aliou Touray de la Commission de la CEDEAO. Avec ce rendez-vous, dont cette

première édition est organisée avec le soutien d'Eximbank India, la BIDC entend amener les acteurs à explorer le potentiel d'investissement en Afrique de l'Ouest, avec un accent particulier sur la reprise socio-économique, à l'heure où la sous-région est confrontée à de multiples défis, notamment des crises sécuritaire, politique et économique dans d'autres pays.

TANZANIE

Le gouvernement propose un budget 2024/2025 à 19,35 milliards \$

L'augmentation du budget s'explique essentiellement par les dépenses liées à l'organisation des élections locales et générales et de l'édition 2027 de la Coupe d'Afrique des Nations. Le gouvernement tanzanien a proposé un budget global de 49 340 mil-

liards de shillings (19,35 milliards de dollars) pour l'exercice 2024/2025 (1er juillet-30 juin), en hausse de 11% par rapport à celui de l'exercice 2023/2024. Une grande partie des dépenses prévues durant le prochain exercice budgétaire devrait être allouée à l'or-

ganisation des élections et aux investissements liés à la prochaine Coupe d'Afrique des Nations (CAN) que la Tanzanie organisera en 2027 conjointement avec le Kenya et l'Ouganda, selon les grandes lignes du budget présentées le vendredi 15 mars 2024 par le ministre des Fi-

nances, Mwigulu Nchemba. Les dépenses de fonctionnement ont été fixées à 13,15 milliards de dollars durant l'exercice 2024/2025 contre 11,44 milliards durant l'exercice en cours, alors que le pays organisera un scrutin local en octobre 2024 et des élections générales en 2025.

Une partie des dépenses de développement, qui ont été fixées à 6,19 milliards de dollars au cours du prochain exercice, sera allouée à la rénovation des stades existants et à la construction de nouveaux stades qui devraient abriter une partie des matchs de la CAN 2027.

ANGOLA

CNOOC recherche activement des possibilités d'investissement dans l'amont pétrolier du pays

La compagnie chinoise CNOOC détient des intérêts dans plusieurs pays d'Afrique. L'Angola qui met en œuvre depuis des mois, une stratégie d'optimisation de sa production pétrolière déclinante, n'en fait pas encore partie. En Angola, le ministère chargé des questions pétrogazières a annoncé dimanche 17 mars que la compagnie pétrolière China National Offshore Oil

Corporation (CNOOC) intensifie les pourparlers axés sur la recherche d'hydrocarbures dans le pays. Selon les détails fournis par le ministre angolais du Pétrole et du gaz, un groupe de hauts cadres de CNOOC devrait arriver dans le pays pour étudier les possibilités de réaliser des activités de prospection. Le ministère n'a pas précisé le délai, mais il a indiqué que les pourparlers en question de-

vraient entre autres concerner le bloc offshore 14. En production depuis 1999, ce périmètre a en effet enregistré le retrait de la société pétrogazière française TotalEnergies qui a annoncé en 2022, la cession de ses intérêts sur le site à l'entreprise pétrolière locale EtuEnergias. Depuis qu'il a décidé de se retirer de l'organisation des pays exportateurs de pétrole, le gouvernement angolais dé-

ploie une politique de diversification de ses partenaires énergétiques. Les négociations prévues avec la CNOOC s'inscrivent dans cette logique. Elles font suite à une récente visite officielle du président angolais João Lourenço à Pékin. CNOOC est déjà présente dans plusieurs pays d'Afrique, notamment l'Algérie, le Congo-Brazzaville, le Gabon, le Nigéria, le Sénégal et l'Ouganda.

NIGERIA

La Fintech Zone lève 8,5 millions \$ pour développer son infrastructure de paiement utilisant la blockchain

Après la scission avec sa mère Appzone en 2022, l'entreprise Zone obtient son premier financement d'un groupe d'investisseurs. La ressource lui permettra de développer son réseau blockchain pour faciliter les transactions entre banques et sociétés de services financiers. La fintech nigériane, Zone, qui utilise la blockchain pour traiter les opérations de paiements des banques et fintech a levé 8,5 millions \$ de financements pour poursuivre sa croissance. Flourish Ventures et la société britannique TLcom Capital ont dirigé cette levée de fonds. Les investisseurs Digital Currency Group, Verod-KeppleAfrica Ventures et Alter Global y ont participé. Zone prévoit d'étendre son réseau blockchain à travers le Nigeria, en connectant davantage de banques et sociétés de services financiers. La société consacrera une partie de ce nouveau financement à la conduite d'un programme pilote visant à lancer un produit de transfert de fonds, d'ici 2025. « A l'heure actuelle, l'accent est mis sur le développement des capacités nationales en matière de technologie et de cas d'utilisation », soutient Zone. Les fonds levés représentent le premier financement mobilisé par la fintech depuis la scission avec sa mère Appzone en 2022. La société, qui gère un réseau blockchain permettant un flux de transactions entre les prestataires de services financiers, collabore actuellement avec une quinzaine de banques qui utilisent son réseau pour traiter leurs paiements.

POINT MARCHÉS

La BOJ et la RBA s’agitent, mais le marché n’a d’yeux que pour la Fed

Après une débauche d'annonces chez Nvidia hier, deux banques centrales ont ajusté leurs politiques monétaires à potron-minet. Mais c'est bien la position de la Réserve fédérale américaine que le marché attend. Il faudra patienter jusqu'à demain soir pour ça.

Pendant que tout le monde ne parle que de baisse de taux d'intérêts, le Japon vient de relever les siens. C'est peut-être un détail pour vous, mais pour eux ça veut dire beaucoup. Le Japon n'avait plus relevé ses taux depuis 2007 et appliquait des taux négatifs depuis 2016. Le mouvement ne devrait pas changer la face du monde, d'autant qu'il s'agit d'un saut de puce : les taux court terme de la Banque du Japon sont passés de -0,1% à la fourchette 0 à 0,1%. On est donc dans le domaine du symbole, rendu possible par la remontée de l'inflation après une longue période déflationniste. La BOJ en a profité pour faire le ménage dans ses mesures exceptionnelles : fini le contrôle de la courbe des taux, finis les achats d'ETF, finis les soutiens aux fonds immobiliers. Puisqu'on parle de banques centrales, ajoutons la RBA, la Reserve Bank of Australia. Les taux australiens ont été maintenus à 4,35%, comme prévu, mais l'institution s'est montrée plus souple sur leur évolution. Comprendre qu'il y a désormais peu de chances pour qu'une hausse de taux intervienne. Le marché pense même qu'une baisse sera opérée en août. Là non plus, pas de quoi casser trois pattes à un canard, ni jeter mémé dans les orties : la réalité cadre assez bien avec les prophéties des investisseurs. La meilleure preuve, c'est que les indices boursiers japonais et australien sont en hausse après les décisions. En plus, le yen baisse alors que la banque centrale a serré la vis, c'est dire si tout cela était convenu. De toute façon, la finance se fiche pas mal de la BOJ et de la RBA cette semaine. Ce qu'elle veut, c'est de l'intelligence artificielle et des garanties de la banque centrale américaine. Concernant le premier point, Nvidia a fait le job hier en ouverture de sa conférence développeurs de San José, qui est devenue the place to be, en faisant passer la keynote Apple pour une bal de village et la Google I/O pour un vernissage dans le hall d'une sous-préfecture. Nvidia qui a annoncé sa nouvelle puce survitaminée. Nvidia qui a annoncé des partenariats avec tellement de monde que je les

soupçonne d'avoir signé avec mon voisin Emile pour développer une gamme de motoculteurs propulsés par l'IA. A ce propos, méfiez-vous quand même (de l'IA, pas d'Emile, quoique...). La SEC, le gendarme boursier américain, a publié hier un communiqué sanctionnant d'une amende Delphia et Global Predictions, deux conseillers en investissement coupables d'avoir fait croire dans leurs communiqués que l'IA faisait partie de leur processus d'investissement, avec le marketing qui va bien autour de ça. Les deux intermédiaires ont écopé respectivement de 225 000 et 175 000 USD d'amende. Apparemment, ce genre d'offre se multiplie, et pas seulement aux Etats-Unis. Au final, la SEC a dégainé assez rapidement, même si les montants annoncés peuvent paraître anecdotiques au vu des sommes brassées par l'IA. On peut imaginer que l'AMF commencera à punir ce genre de pratique d'ici trois à cinq ans, s'ils ont encore des sous puisqu'apparemment ils ont deux-trois soucis de trésorerie actuellement. Sur les marchés boursiers hier, Nvidia, au milieu de tout son battage, n'a finalement terminé qu'en hausse de 0,7%, moins que le Nasdaq 100 (+0,99%). Peut-être le signe que le marché commence à être un peu blasé de ces bonnes nouvelles ? Plus globalement, Wall Street a repassé la marche avant en attendant l'issue de la réunion de la Fed demain soir, pendant que l'Europe a marqué le pas en finissant presque uniformément en baisse modérée. Je rappelle que la banque centrale américaine ne touchera pas à ses taux demain soir, sauf si ses membres se prennent une grosse muffée pendant la réunion et perdent la tête. En revanche, les commentaires de Jerome Powell sur l'évolution future de la politique monétaire seront décortiqués pour savoir si le patron de la Fed est neutre, ronchon ou guilleret. La Fed publiera aussi un document contenant le graphique en point (dot plot), un tableau anonyme des positions de chacun de ses membres sur l'évolution des taux, toujours très riche en enseignements pour les marchés. Compte tenu des statistiques récentes,

les investisseurs sont moins confiants sur une première baisse de taux en juin (la probabilité est tombée hier à 55,1%) mais n'y ont pas renoncé. Toutefois, ils sont capables de tolérer une glissade jusqu'à la réunion du juillet. A contrario, tout signal laissant penser que l'assouplissement de la politique monétaire prendra davantage de retard risque de saper le moral des troupes (boursières). Verdict demain soir donc, mais on en reparlera évidemment demain matin. En Asie Pacifique ce matin, les décisions conformes aux attentes des banques centrales ont conforté les marchés boursiers concernés dans leurs hausses, comme je le soulignais un peu plus haut. La Chine baisse en revanche, en l'absence de rumeur folle sur des aides publiques ou d'autre nouvelles spécifiques. Le repli atteint -1,3% à Hong Kong et -0,6% à Shanghai en fin de parcours. La Corée du Sud et l'Inde perdent 1%, plus par attentisme en at-

tendant le couperet de la Fed que pour des causes profondes. Une prudence qui rejaillit sur des indicateurs avancés européens plutôt baissiers ce matin. Le CAC40 ouvre étale à 8146 points. Le SMI recule de 0,2% à 11593 points. Le Bel20 perd 0,3% à 3661 points. **Les temps forts économiques du jour** Après les deux décisions de politique monétaire tombées dans la nuit, le marché s'intéressera au sondage ZEW allemand de mars (11h00), avant aux Etats-Unis, les permis de construire et les mises en chantier de février (13h30). Tout l'agenda ici. L'euro se négocie 1,0871 USD. L'once d'or remonte à 2160 USD. Le pétrole poursuit sa hausse, avec un Brent de Mer du Nord à 86,70 USD le baril et un brut léger américain WTI à 82,04 USD. Le rendement de la dette américaine sur 10 ans ressort à 4,31%. Le bitcoin se négocie 67 300 USD.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Mars 2024 Valeur : 20 Mars 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4081	134.4231
1	EUR	EURO		146.3704	146.4405
1	GBP	POUND STERLING		171.2205	171.3269
100	JPY	JAPANESE YEN		90.1100	90.1261
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6727	18.6753
1	CHF	SWISS FRANC		152.0798	152.1828
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.3849	99.4254
1	DKK	DANISH KRONE		19.6377	19.6416
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.9832	12.9876
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6884	12.6932
1	AED	UAE DIRHAM		36.5965	36.6106
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8383	35.8442
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.9574	437.7177
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0625	43.4953
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3731	13.3746
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8157	27.9582
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5389	3.5393
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.9845	178.9845

La Bourse de Tokyo en baisse

La Bourse de Tokyo commençait mardi 19 mars en baisse, dans l'attente d'annonces de la Banque du Japon (BoJ) à la mi-journée, qui va très probablement entamer la normalisation de sa politique monétaire, toujours ultra-accommodante. L'indice vedette Nikkei perdait 0,61% à 39.496,31 points peu avant 01h00 GMT tandis que l'indice élargi Topix était proche de l'équilibre (+0,02% à 2.722,63 points). Le marché s'attend à ce que la BoJ renonce notamment à ses deux outils non-conventionnels les plus emblématiques de sa politique monétaire ultra-accommodante: son taux négatif de court terme, fixé à -0,1% depuis 2016, et son contrôle de la courbe des rendements obligataires japonais. Mais les inves-

tisseurs ne paniquaient pas, la BoJ ayant déjà prévenu que son processus de normalisation serait très progressif, et que sa politique monétaire devrait rester très clémente pendant encore longtemps.

Début d’une OPA sur JSR Corp

Annoncée l'an dernier, l'offre publique d'achat du fonds parapublic japonais Japan Investment Corp (JIC) sur JSR Corp (+0,11%), poids lourd mondial de la production de résines photosensibles pour l'industrie clé des semi-conducteurs, commence ce mardi et doit durer jusqu'au 16 avril. Le prix proposé par JIC n'a pas varié (4.350 yens par action), ce qui valorise JSR Corp plus de 900 mil-

liards de yens, soit près de 5,6 milliards d'euros au cours actuel. La direction de JSR soutient cette OPA, initialement prévue pour fin 2023 mais qui a été retardée par des obstacles réglementaires en Chine, désormais levés. En quittant la Bourse de Tokyo, JSR espère avoir les coudées franches pour mener des réformes structurelles de grande ampleur et doper sa valeur et ses performances à moyen et long termes. Cette OPA est l'une des nombreuses initiatives de l'État japonais pour renforcer l'ensemble de l'industrie nippone des semi-conducteurs, un secteur au cœur des nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle (IA).

Le yen stable avant la BoJ

Le cours dollar/yen était quasi inchangé avant la BoJ: un dollar s'échangeait pour 149,20 yens vers 00h50 GMT contre 149,15 yens lundi à 21h00 GMT. L'euro variait lui aussi à peine face à la monnaie japonaise, à raison d'un euro pour 162,14 yens contre 162,17 yens la veille. Et la devise européenne se négociait pour 1,0869 dollar, contre 1,0872 dollar lundi à 21h00 GMT. Concernant le marché du pétrole, vers 00h40 GMT le baril de WTI américain stagnait (+0,06% à 82,77 dollars), tout comme le baril de Brent de la mer du Nord (+0,06% à 86,94 dollars).

EN QUÊTE DE CONFIANCE SUR L'INFLATION

La BCE tempore sur les baisses de taux

La pression inflationniste diminue en Europe mais la Banque centrale européenne veut plus de gages avant d'assouplir sa politique monétaire et de baisser ses taux d'intérêt maintenus à un niveau record.

Le taux sur les dépôts, qui fait référence, reste à son plus haut historique de 4%, comme depuis octobre, a décidé l'institution à l'issue de la réunion du Conseil des gouverneurs. Les marchés sont toujours à l'affût d'indices sur le calendrier des futurs assouplissements. Longuement interrogée par la presse, Christine Lagarde n'a pas dévoilé son jeu: «nous progressons bien vers notre objectif d'inflation» mais «nous ne sommes pas suffisamment confiants» sur la dynamique des prix, a déclaré la Française. Elle a assuré qu'on en saura «beaucoup plus en juin», soit l'horizon que fixent désormais les marchés pour de premières baisses de taux. A priori, les données sur les prix vont

dans la bonne direction: la BCE a abaissé jeudi sa prévision d'inflation pour 2024 en zone euro, la voyant reculer à 2,3% sous l'effet de l'impact plus faible des prix de l'énergie. L'institution s'attend désormais à ce qu'elle atteigne son objectif de 2% en 2025. La banque centrale veut s'assurer que cette tendance est durable.

Tournant en juin?

Après avoir été divisée par trois entre le record de 10,6% atteint en octobre 2022 et l'automne 2023, l'inflation évolue de façon plus hésitante. Elle a ralenti à 2,6% en février mais ce recul était un petit peu moins marqué que ce qui était anticipé. Scrutée par les marchés financiers et la BCE, l'inflation dite sous-jacente, c'est-à-

dire sans les prix très volatils de l'énergie et de l'alimentation, a ralenti en février à 3,1%, contre 3,3% en janvier. La BCE ne veut pas relâcher l'effort et risquer de compromettre les effets de sa campagne de resserrement monétaire sans précédent menée depuis juillet 2022 pour maîtriser la flambée des prix causée par la guerre russe en Ukraine. En augmentant les coûts d'emprunt à un rythme inédit, la demande de crédits a été freinée, affectant la consommation et l'investissement des entreprises comme des ménages. Revers de cette politique: l'économie de la zone euro stagne depuis près d'un an et demi et des économistes jugent que l'institution pêche par excès de prudence, risquant de compromettre un rebond de l'activité.

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 17 ANS

La Banque du Japon relève son taux directeur

Prenant acte d'une dynamique désormais "plus solide" entre les salaires et l'inflation, la BoJ va désormais appliquer un taux d'intérêt de court terme entre 0% et 0,1%, contre une fourchette de -0,1% à 0% précédemment. La Banque du Japon (BoJ) a relevé mardi son taux directeur, une première depuis 2007, mettant fin en même temps à sa politique de taux négatif et de contrôle des rendements obligataires nippons, deux outils non-conventionnels en place depuis 2016. Prenant acte d'une dynamique désormais "plus solide" entre les salaires et l'inflation au Japon, la BoJ va désormais appliquer un taux d'intérêt de court terme entre 0% et 0,1%, contre une fourchette de -0,1% à 0% précédemment.

"Des conditions financières accommodantes" devraient rester en place pour le moment, a toutefois insisté la BoJ dans son communiqué. La BoJ était la dernière banque centrale au monde à appliquer un taux négatif, après la fin de cette expérience en Europe en 2022.

Conditions "accommodantes"

Elle a aussi mis fin à son outil de contrôle de la courbe des rendements obligataires japonais, qui visait à maintenir leurs rendements à dix ans autour de 0%. Dans les faits, cet outil controversé car source de distorsions du marché obligataire abandonné depuis l'an dernier: la BoJ l'avait rendu de

plus en plus flexible et acceptait même depuis fin octobre dernier qu'un plafond "référence" de 1% pour les rendements à dix ans soit dépassé. La BoJ compte toutefois poursuivre ses achats d'obligations publiques japonaises (JGB) "dans environ les mêmes proportions qu'auparavant", de manière à continuer de pouvoir réagir efficacement en cas de "hausse rapide" des rendements de long terme, a-t-elle précisé. Elle va d'un autre côté cesser ses programmes d'achats d'actifs autres que les JGB: fonds négociés en Bourse (ETF), fonds communs immobiliers japonais (J-REIT), et "réduire graduellement" ses achats de titres de créances d'entreprises pour y mettre fin "d'ici un an environ".

Anticipation des marchés

Les marchés financiers avaient anticipé ce début de normalisation de la politique monétaire ultra-accommodante de la BoJ, surtout depuis les résultats préliminaires vendredi dernier des négociations salariales annuelles au Japon, qui ont abouti à une hausse record des salaires dans le pays depuis 1991. Ainsi l'indice vedette Nikkei de la Bourse de Tokyo montait même après ces annonces (+0,15% vers 04H15 GMT), alors qu'il avait commencé la séance en légère baisse. Quant au yen, il baissait face au dollar, lequel valait 149,8 yens vers 04H15 GMT contre environ 149,3 yens avant les annonces de la BoJ.

DANEMARK

Copenhague va augmenter ses dépenses de défense de 5,4 milliards d'euros sur cinq ans

La Première ministre danoise, Mette Frederiksen, annonce que le budget total de la défense, aide à l'Ukraine incluse, atteindra cette année 2,4% du PIB. Le Danemark veut aussi allonger le service militaire de 4 à 11 mois et l'ouvrir aux femmes. Le Danemark a annoncé augmenter de 5,43 milliards d'euros ses dépenses de défense lors des cinq prochaines années en investissant dans le renforcement de ses capacités militaires, l'allongement de la conscription et un soutien supplémentaire à l'Ukraine. "Le gouvernement prévoit d'augmenter les dépenses de défense d'un total de 40,5 milliards de couronnes entre 2024 et 2028", a écrit le ministère de la Défense dans un communiqué. "Le budget total de la défense, aide à l'Ukraine incluse, correspondra cette année et en 2025 à 2,4% du PIB danois", a précisé la Première ministre, Mette Frederiksen lors d'une conférence de presse.

Atteindre l'objectif de l'Otan

L'Otan a fixé un objectif de dépenses militaires de 2% du PIB à ses membres. Cette nouvelle enveloppe intervient alors que le pays scandinave, l'un des fondateurs de l'Otan, avait déjà annoncé l'an dernier tripler ses dépenses militaires sur 10 ans. "Nous n'avons cessé d'investir dans la défense, mais cela ne suffit pas", a ajouté Mette Frederiksen. "Si nous voulons atteindre l'objectif de l'Otan, à savoir être en mesure de déployer une brigade de 6.000 soldats dans les plus brefs délais et de défendre le Danemark contre les attaques aériennes, nous devons nous moderniser encore plus rapidement", a-t-elle ajouté. Le Danemark va aussi allonger le service militaire, qui va passer de 4 à 11 mois et sera désormais ouvert aux femmes.

SPACEX

La firme construit un réseau de satellites espions pour le renseignement américain

Ce réseau est construit par la filiale Starshield de SpaceX, dans le cadre d'un contrat de 1,8 milliard de dollars signé avec une agence américaine de renseignement. Des centaines de satellites pour aider le gouvernement américain à repérer rapidement ses cibles. Selon Reuters, SpaceX, l'entreprise aérospatiale d'Elon Musk, travaille sur un réseau de centaines de satellites espions avec le National Reconnaissance Office (NRO), une agence américaine de renseignement qui gère des satellites d'es-

pionnage. Dans le cadre d'un contrat de 1,8 milliard de dollars signé en 2021, ce réseau est construit par Starshield, filiale de SpaceX, qui vise à "soutenir les efforts de sécurité nationale", indique la société sur la page dédiée. Ces satellites espions seraient dotés de capacités d'imagerie de la Terre et pourraient fonctionner en essaim sur des orbites basses. Capables de suivre des cibles au sol et de partager ces données avec les services de renseignement, ainsi que les responsables militaires américains, ils pourraient ai-

der le gouvernement et l'armée à repérer plus rapidement des cibles potentielles dans le monde. Une menace pour la sécurité mondiale Le NRO a refusé de commenter les informations de Reuters, mais l'agence a reconnu qu'elle cherchait à développer un système satellitaire sophistiqué. "Le National Reconnaissance Office développe le système spatial de renseignement, de surveillance et de reconnaissance le plus performant, le plus diversifié et le plus résilient que le monde n'ait jamais connu", a assuré un porte-

parole. Ces révélations ont suscité des critiques de la part de l'armée chinoise et des médias d'Etat chinois, rapporte Reuters. Ils accusent les Etats-Unis de menacer la sécurité mondiale avec un tel projet. "Tous les pays du monde doivent être vigilants et se protéger contre les nouvelles menaces à la sécurité, encore plus importantes, créées par le gouvernement américain", a écrit l'Armée populaire de libération sur le réseau social Weibo, exhortant "les entreprises américaines à ne pas aider un méchant à faire le mal".

La valeur d'une Tesla d'occasion aurait perdu 28,9% en un an !

Sur le marché de l'occasion, les véhicules électriques décotent nettement plus rapidement que leur pendants thermiques. Et dans des proportions sévères, selon cette étude.

C'est une vraie problématique, rarement sérieusement soulevée et pourtant essentielle : celle de la valeur résiduelle des véhicules électriques. Selon l'étude américaine de IseeCars, la réponse chiffrée est très claire : la décote d'un véhicule EV serait nettement plus accrue que pour un véhicule thermique aux Etats-Unis. Certes, on



ne l'ignorait pas.

Toujours est-il que ce qui ressort ainsi de l'étude d'IseeCars, qui pour ce faire a analysé plus de 1,8 million de voitures d'occasion de 1 à 5 ans vendues de février 2023 au même mois de 2024 en Amérique-du-Nord, c'est que les prix moyens des véhicules électriques d'occasion ont chuté au pays de l'Oncle Sam de 31,8% en 2023 (pour un tarif moyen de 14 418 dollars/véhicule), soit une dégrise 10 fois plus élevée au cours de cette même période que les modèles thermiques d'occasion carburant à l'essence.

Trop de promos tue le VO

Et personne n'est épargné, puisque parmi les marques les plus impactées, les Tesla d'occasion ont chuté de 28,9% au cours de cette période comparative d'un an : -24,6 % pour le Model X, -24,1% pour la Model 3 et -20,5% pour la Model S, un trio qui figure même dans le Top 10 des véhicules d'occasion électriques qui ont perdu le plus de valeur sur le marché du VO électrique l'année dernière sur le territoire nord-américain. Pour plus d'informations sur ce sujet, nos

NISSAN ET HONDA

Une alliance improbable en négociation

Nissan et Honda ont confirmé être en négociations avancées pour partager technologies, plateformes et pourquoi pas usines pour avancer dans l'électrique.

Voir un constructeur historique de voitures électriques tel que Nissan chercher à s'allier à tout prix avec un grand constructeur mondial pour l'électrique montre à quel point ce secteur a progressé de manière fulgurante. Les meneurs de jeu des années 2010 comme Nissan avec sa Leaf sont aujourd'hui relégués au second plan et il y aurait urgence à agir, alors que l'Europe prépare la fin des moteurs à combustion pour 2035 et que la Chine, qui n'interdit rien pour l'instant, se tourne quand même naturellement vers ces véhicules à batterie. Et Nissan a visiblement tenté plusieurs pistes, pour l'instant sans succès. A l'exception d'une que peu d'observateurs auraient vu venir, notamment au Japon !

Nissan/Honda, la fratrie improbable

La nouvelle liberté de Nissan depuis la fin de l'ère "Carlos Ghosn" au sein de l'Alliance Renault-Nissan lui permet de nouer des partenariats qui auraient probablement été impossibles sous l'ancienne direction. Et Nissan a besoin d'alliés pour la voiture électrique, même si l'usage de la plateforme CMF du Groupe Renault lui a notamment permis de sortir l'Ariya. Rappelons aussi que Nissan a prévu d'investir 600 millions d'euros dans l'unité de véhicules électriques de Renault, Ampere.

"Ces marques émergentes, avec des produits innovants et de nouveaux modèles d'activité, percent sur le marché automobile et cherchent à devenir dominantes en capitalisant sur l'écrasante compétitivité de leurs prix et leur vitesse extraordinaire. Nous ne pouvons pas gagner cette course en gardant une approche traditionnelle", a commenté le DG de Nissan, Makoto Uchida.

Selon un analyste automobile de Bloomberg basé au Japon et cité par l'AFP, Honda et Nissan n'ont "pas un taille critique suffisante" pour développer de larges gammes d'électriques et produire des modèles ac-



cessibles qui se vendront bien sur les marchés importants comme l'Europe ou encore la Chine. L'Empire du Milieu, une zone qui échappe justement de plus en plus aux Japonais historiquement à la peine dans un pays qui n'est pas le plus amical avec le Japon. Et l'abondance de l'offre d'électriques chinoises ne facilite pas la tâche de Nissan, Honda, Toyota ou Mazda. L'idée serait donc de rapprocher Nissan et Honda, qui ont annoncé des négociations lors d'une conférence de presse commune organisée au Japon. "Rien n'est décidé pour l'instant", mais une relation sur l'hypothèse du "gagnant-gagnant" est sur la table.

Renault 5 que vous ne connaissez pas fête pourtant ses 50 ans

En Espagne, la Renault 5 fut déclinée sous la forme d'une version à coffre produite localement. Ce fut la Renault-Fasa Siete ou Renault 7. Retour sur une citadine atypique. Elle fut une particularité du marché automobile espagnol, la Renault Siete (7 dans la langue de Cervantès) était, en résumé, la version berline tricorps de la Renault 5. De l'autre côté des Pyrénées elle fit carrière de 1974 à 1982 sous la marque Fasa-Renault, la filiale espagnole acronyme de Fabrication d'Automobiles Société Anonyme, où elle fut produite à 159 533 unités. Outre sa poupe spécifique et son empattement majoré à 2,50 m – celui de la R5 était de 2,41 m en trois portes et de 2,47 m en cinq portes, la R7 n'avait pas droit aux novateurs boucliers en plastique de la Renault 5. En lieu et place, elle recevait des parechocs métalliques à l'ancienne. Pour réduire les coûts de fabrication, la Renault Siete avait en quelque sorte une structure symé-

trique puisque le parebrise servait aussi de lunette arrière.

Un grand coffre

Longue de 3,89 m, la Renault 7 était 37 cm plus imposante que la R5 dont elle dérivait. La Renault Siete est longue de 3,89 m quand la R5 à un format de 3,52 m, un accroissement localisé principalement dans le porte-à-faux arrière, au bénéfice du coffre. Ainsi, la Renault Siete dispose d'un volume d'emport de 400 dm3 quand la Renault 5 se contentait de 270 dm3. La R7 dispose même d'un double-fond avec un couvercle métallique. La Renault Siete a été produite à près de 160 000 unités

Une gamme restreinte pour la R7

Sous le capot, pas question d'offrir autant de versions que la R5, il fallait se contenter du bloc Cléon-Fonte de 1 037 cm3 délivrant une puissance de 50 ch. Animant l'unique finition baptisée TL, il per-



mettait de rouler à 132 km/h pour une consommation homologuée pour 6 l/100 km. En fin de carrière, pour le millésime 1980, la gamme reçut le renfort d'une version GTL adoptant alors le moteur Cléon-Fonte de 1 108 cm3 fort de 47 ch. L'héritière de la Renault 5, la Renault Supercin qui cette année, cé-

lèbre ses 40 ans, n'a pas eu droit à une version tricorps. Cela n'arrivera qu'avec la seconde génération de la Clio. Cette mouture ne sera pas proposée sur le marché français, elle fera carrière en Turquie ainsi qu'en Europe de l'Est sous différents patronymes : Renault Symbol, Renault

Thalia ou encore Renault Clio Classic. Nous avons imaginé que la nouvelle Renault 5 E-Tech 100% électrique puisse être déclinée en version à coffre, voici notre vision d'une Renault 7even qui devrait à coup sûr rester virtuelle.

SUITE À UNE RUPTURE DE CÂBLES SOUS-MARINS

L'Internet africain fortement affecté

La rupture de plusieurs câbles sous-marins défectueux provoque depuis quelques jours d'importantes coupures internet en Afrique. La Côte d'Ivoire est le pays le plus affecté, mais de nombreux autres pays de l'Ouest et du Sud du continent sont également touchés.

Depuis jeudi matin, l'Afrique de l'Ouest, majoritairement, est touchée par d'importantes coupures internet après la rupture de plusieurs câbles sous-marins. La Côte d'Ivoire était en fin de semaine dernière le pays le plus touché par ces problèmes de connectivité, mais comme le rapporte 20 Minutes, le Liberia, le Bénin, le Ghana et le Burkina Faso sont aussi gravement affectés.

L'Afrique de l'Ouest confrontée à des coupures internet

Dans une moindre mesure, on apprend que le Togo, le Cameroun, le Gabon, la Namibie et le Niger sont aussi perturbés, au même titre que le Nigeria et l'Afrique du Sud, selon des données collectées par NetBlocks, spécialisé dans la surveillance de l'accès à Internet à travers le monde.

« Des ruptures sur de multiples câbles sous-marins ont affecté les services de connectivité dans plusieurs pays ouest-



africains », a pour sa part commenté MTN dans un communiqué consulté par 20 Minutes. L'opérateur sud-africain expliquait ce 14 mars que « des opérations » étaient en cours pour permettre de « rediriger le trafic par des

voies alternatives du réseau ».

Les principaux opérateurs sont concernés

En Côte d'Ivoire, premier pays concerné par cette coupure internet, les deux plus

gros opérateurs (Orange et MTN) sont les plus touchés, ce qui permet d'expliquer l'ampleur du phénomène. Le troisième opérateur local, Moov, est pour sa part relativement épargné. Ses services fonctionnaient donc normalement en fin de semaine dernière, lit-on.

En Afrique du Sud, les internautes étaient aussi concernés, mais de manière bien moins handicapante. « Certains clients rencontrent actuellement des problèmes intermittents de connectivité, nous y compris », indiquait ainsi l'opérateur Vodacom sur X.com, dont les propos nous sont encore une fois rapportés par 20 Minutes.

Pour rappel, l'un des plus longs câbles de fibre optique sous-marins au monde relie le Portugal à l'Afrique du Sud. Surnommé « Equiano » et financé par Google (environ 1 milliard de dollars), il s'étend au fond de l'océan Atlantique sur une distance de 15 000 kilomètres. Une longueur vertigineuse... mais pour un diamètre beaucoup moins impressionnant : peu ou prou 10 centimètres.

PROCÈS FTX

Sam Bankman-Fried, le roi déchu de la cryptomonnaie, risque jusqu'à 50 ans de prison et 11 milliards de dollars d'amende

Sam Bankman-Fried, le fondateur de la plateforme d'échange de cryptomonnaies FTX, encourt jusqu'à 50 années de prison et une amende d'un montant de 11 milliards de dollars après avoir été reconnu coupable de fraude et de blanchiment d'argent.

La chute de Sam Bankman-Fried ne semble plus en finir. Le fondateur de la plateforme d'échanges de cryptomonnaies FTX a vu son étoile pâlir après que sa société a fait faillite et déclenché un scandale mondial sur fond de fraudes et de détournement de fonds. Si l'homme a été condamné le 2 novembre 2023 sur 7 chefs d'accusation par un jury new-yorkais, on ne connaissait pas encore la peine

retenue pour l'ex-homme d'affaires ni le montant de son amende. C'est désormais chose faite, alors que le procureur de Manhattan vient de rendre publiques ces réclamations et les sanctions exigées, et elles sont à la hauteur des délits commis par l'ancienne star des cryptomonnaies.

Entre 40 et 50 années de prison requises par le procureur

Le procureur Damian Williams a donc demandé une peine comprise entre 40 et 50 années de prison pour Sam Bankman-Fried, assortie d'une amende de 11 milliards de dollars. Si cette somme peut paraître gigan-



tesque, elle est considérée par le procureur comme « particulièrement prudente », alors que 1 milliard de dollars ont déjà été saisis par la justice.

La défense de Sam Bankman-Fried avait de son côté réclamé une peine de 6 années d'emprisonnement, mais le procureur de Manhattan n'a pas été sensible aux arguments des avocats, considérant au contraire que leur client avait « commis l'une des plus grosses fraudes financières de l'histoire américaine ». Un second procès, concernant 5 autres chefs d'accusation, dont l'association de malfaiteurs en vue de corrompre un agent étranger et d'effectuer des donations à des hommes politiques, aurait dû se tenir ce lundi, mais le procureur Williams a préféré ne pas donner suite. Les nouveaux faits reprochés sont en effets exclus de l'accord d'extradition passé avec les Bahamas, où se trouvait Bankman-Fried lors de son arrestation. De plus, les autorités américaines souhaitent vite en finir avec ce dossier.

Verdict final rendu le 28 mars

Dans cette affaire d'une ampleur inédite, Sam Bankman-Fried est reconnu coupable d'avoir utilisé les fonds détenus par les clients de FTX pour des investissements à haut risque ou des achats de biens immobiliers avec une autre de ses sociétés, Alameda Research. Les emprunts réalisés auprès de FTX représentent une somme totale de 14 milliards d'euros. Avec cet argent, Sam Bankman-Fried a aussi effectué d'importantes donations à des partis politiques autour du monde. Il a ainsi donné 150 millions de dollars pour la campagne de Joe Biden ainsi qu'une somme équivalente aux autorités chinoises en guise de pots-de-vin pour récupérer les avoirs de FTX en Chine. Le verdict définitif sera rendu par le juge fédéral Lewis Kaplan le 28 mars 2024. Même si ce dernier ne suit pas les recommandations du procureur, on peut affirmer sans risque que Sam Bankman-Fried est bien parti pour passer de nombreuses années derrière les barreaux.

■ Brèves

Cisco finalise le rachat de Splunk

La firme dirigée par Chuck Robbins a obtenu l'ensemble des approbations des autorités de régulation pour acquérir Splunk. L'opération avait été annoncée en septembre 2023 pour un montant de 28 Mds de dollars. Il s'agit de la plus grosse acquisition pour Cisco éclipçant le rachat de Scientific Atlanta pour 7 Mds \$ en 2005 et celui d'Acacia Communications pour 4,5 Mds de dollars en 2021. Avec Splunk, Cisco va intégrer les différentes fonctions d'observabilité et de sécurité au sein de son portefeuille, notamment FSO (full stack observability).

OVHCloud se lance dans le quantique avec Quandela

Grâce à l'expertise technologique de la start-up française, le fournisseur nordique peut ajouter des services quantiques à sa plateforme de services cloud. La jeune pousse, qui développe des ordinateurs quantiques optiques « full-stack », disponibles sur le cloud et sur site, a bien grandi depuis son lancement en 2017. Fondée par Pascale Senellart-Mardon, Valérian Giesz ainsi que Niccolo Somaschi à la suite de recherches effectuées au sein du laboratoire C2N du CNRS, la start-up compte une cinquantaine d'employés, parmi lesquels des docteurs et ingénieurs

en ingénierie optique, semi-conducteurs, théorie, algorithmes et sciences de l'information. « Nous sommes fiers que le premier ordinateur quantique produit au sein de notre usine soit installé dans un des data centers d'OVHcloud et très enthousiastes qu'il soit désormais relié à leur clou. » a indiqué Niccolo Somaschi, cofondateur et CEO de Quandela dans un CP.

La GenAI Gemini s'invite dans les iPhone

Selon Bloomberg, la firme de Cupertino serait en train de négocier un contrat avec Google pour intégrer des fonctions d'IA générative au sein des iPhone en s'appuyant

sur le modèle Gemini développé par Google. Ces capacités pourraient être présentées lors de la WWDC d'Apple prévue au mois de juin prochain. A cette occasion, il devrait lever le voile sur iOS 18.

Hashicorp cherche à se vendre

Les actions du spécialiste de l'infrastructure as code ont grimpé après des informations de Bloomberg sur la tenu de discussions préliminaires en vue d'une vente de ses activités. Les négociations ont toujours lieu et rien n'indique qu'elles aboutiront. Les analystes financiers estiment que la société pourrait intéresser à la fois des fonds d'investissement ou des grandes entreprises IT comme Cisco, Oracle ou IBM.

Mots fléchés

Reptiles	↘	Cèdent	↘	Retranche	↘	Baudet	↘	Point cardinal	Prénom du chanteur Cabrel	↘	Petit câble	↘	Infréquentée
Sa capitale est Buenos Aires	↘	Canton suisse (les)	↘	Désavoue	↘	Sa capitale est Téhéran	↘			↘	Assis-tances	↘	
	↘		↘		↘		↘		Rapide opération militaire	↘			↘
Trous bourbeux	↘								Attribut d'oiseau	↘			
Saveur aigre	↘												
	↘				Chamois des Pyrénées		Pendant ce temps	↘					
							Sadique						
Sucre simple	↘			Institut de consommation	↘		↘	Compagnons de Jason	Repas biblique	↘			
Beau mec	↘			Perse	↘				Parfois gordien	↘			
	↘					Princesses indoues	↘					Dévote	
						Cri du chat	↘						
Entre les murs	↘										Platine	↘	
Pronom personnel	↘										Très belles fleurs	↘	
	↘		Passé à Foix	↘						Elle jacasse beaucoup	↘		
			Frère de Moïse	↘									
Vaut cinq points au rugby	↘	Sa capitale est Séville	↘										Wassingues
	↘				Privation de la vue		Néodyme	↘		Aperçus	↘		↘
							Glorifiées			Petit technicien	↘		
Don charitable	Postérieure	Se replia	↘		↘		↘		Prise par un modèle	↘			
	↘	Émana-tions putrides	↘						Sans fin quelquefois	↘			
	↘		↘			Travailleur manuel	↘						
						Trahison conjugale	↘						
Tête de linotte	↘			À payer avant d'emménager	↘							Elle prend des poissons	
Lettre grecque	↘											↘	
			Pièges à alouettes	↘						Rebelle en chef	↘		
										Demandons grâce	↘		
Être du présent	↘			Ôtés la vie	↘				Rivière de Russie et d'Ukraine	↘			
Imagerie médicale	↘			Section d'assaut nazie	↘				Thorium	↘			
			Pour faire revenir les esprits	↘				Pour un tour	↘		Chlore	↘	
			Disait non	↘				Capitulas	↘		Commune de l'Oise	↘	
Victoire de Napoléon	↘		↘		Demoiselles sur la chaussée		Façons maniérées	↘					
Cause un préjudice	↘												
				Interpelle	↘				Bout de bois	↘			
				Poème lyrique	↘				Baie du Japon	↘			
Réprimandée		Petit au bar	↘				Invité du soir	↘					
		Opus	↘										
	↘		↘				Une bonne base	↘					
Zieutés	↘					Fin de phrase	↘			Près de	↘		

Soutien à la priorité d’imposer un cessez-le-feu à Ghaza

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a reçu, mardi, un appel téléphonique du ministre des Affaires étrangères et des Affaires européennes de la République slovaque, M. Juraj Blonar, indique un communiqué du ministère. A cet occasion, les deux parties ont passé en revue « les efforts consentis par l'Algérie dans le cadre du Conseil de sécurité onusien pour faire cesser l'agression israélienne continue contre le peuple palestinien frère, et ont exprimé leur soutien à la priorité d'imposer un cessez-le-feu dans la bande de Ghaza », ajoute la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 20 mars 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



STRUCTURES ÉDUCATIVES

Belaribi insiste sur le respect des délais en prévision de la rentrée scolaire

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a présidé une réunion technique consacrée à la préparation de la rentrée scolaire 2024-2025, insistant sur le nécessaire parachèvement des projets dans les délais impartis, indique un communiqué du ministère. La réunion, qui s'est tenue lundi au siège de la Banque nationale de l'Habitat, a rassemblé le Secrétaire général, l'Inspecteur général et le Directeur général des équipements publics au niveau du ministère, ainsi que le directeur général du Fonds de garantie et de caution mutuelle de la promotion immobilière (FGCMPI), les directeurs des équipements publics et les directeurs des Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) des wilayas d'Oran, d'Aïn Defla, de Tizi Ouzou, de Guelma, de Blida et de Sétif, précise la même source. A l'entame de la réunion, le Directeur général des équipements publics a présenté un exposé sur les 1.067 équipements publics en cours de réalisation au niveau national. "Les travaux de réalisation de 269 équipements publics, inscrits au titre de la loi de finances 2024, ont été lancés, conformément aux instructions données par M. Belaribi lors des précédentes réunions pour le lancement, avant fin mars, des travaux de tous les équipements publics au titre de 2024", souligne le communiqué, précisant que "la réalisation de 584 structures éducatives débutera cette année". La réunion a été marquée par la présentation d'une nouvelle plateforme numérique, réalisée par le Fonds de garantie et de caution mutuelle de la promotion immobilière, intitulée "Gestion des projets d'équipements publics Numep". Celle-ci offre une fiche technique de chaque projet inscrit au niveau des directions des équipements publics à travers les 58 wilayas et permet de consulter le taux de réalisation de chaque projet. A cette occasion, M. Belaribi a souligné que "le secteur a franchi une étape importante dans le domaine de la numérisation", estimant que "cette plateforme aidera la Direction générale des équipements publics à suivre les projets et à lever les entraves administratives et techniques en temps réel, ce qui permettra d'accélérer la réalisation des projets". Le ministre a, par ailleurs, insisté sur "le nécessaire parachèvement des projets dans les délais impartis en prévision de la rentrée scolaire".

CHANEGRIHA EN VISITE AU COMMANDEMENT DES FORCES NAVALES

«Développer une industrie navale locale et construire des bâtiments de guerre avec des mains algériennes»

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a effectué, mardi, une visite de travail et d'inspection au Commandement des Forces navales, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. « Dans la dynamique de ses visites aux différentes composantes de l'Armée nationale populaire durant le mois sacré de Ramadan, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'ANP, a effectué ce mardi 19 mars 2024, une visite de travail et d'inspection au Commandement des Forces navales, où il a tenu une rencontre avec les cadres et les personnels », précise la même source. Après la cérémonie d'accueil, donnée par le Général Mahfoudh Benmadah, Commandant des Forces navales, le Général d'Armée a observé « un moment de recueillement à la mémoire du valeureux Chahid Souidani Boudjemaa, dont le siège du Commandement des Forces navales porte son nom et a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative et récité la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire et à celle des valeureux Chouhada ». Par la suite, le Général d'Armée a tenu une rencontre avec les cadres et le personnel du Commandement des Forces navales, au cours de laquelle il a prononcé une allocution d'orientation, diffusée à toutes les écoles et unités des Forces navales via visioconférence. Le Chef d'Etat-major de l'ANP a, à cette

occasion, exprimé à l'assistance ses vœux à l'occasion de la Fête de la Victoire correspondant au 19 mars de chaque année, en l'invitant à se recueillir à la mémoire de tous les martyrs de l'Algérie, note le communiqué. « Au moment où notre cher pays célèbre l'anniversaire de la fête de la Victoire, correspondant au 19 mars de chaque année, le devoir nous interpelle pour s'incliner avec respect et humilité à la mémoire de nos vertueux Chouhada, qui se sont succédé dans la Chahada depuis que le colonialisme abject a foulé la terre de l'Algérie, ainsi qu'à la mémoire des martyrs du devoir national qui se sont levés contre le terrorisme barbare, en faisant montre d'un grand patriotisme et d'un courage exceptionnel et ont consenti le sacrifice suprême pour préserver l'indépendance de l'Algérie et son caractère républicain », a-t-il indiqué. Le Général d'Armée a également affirmé que les cadres et le personnel des Forces navales algériennes « doivent atteindre les plus hauts niveaux de préparation en faisant preuve de rigueur dans l'exécution des missions assignées ». « Compte tenu de la spécificité des missions confiées aux Forces navales, liées à la position géographique privilégiée de notre pays, qui donne sur le bassin occidental de la Méditerranée, historiquement marqué par son caractère stratégique et vital, non seulement comme étant une route principale du commerce international et un carrefour humain,

mais aussi en tant que terrain de compétition militaire et stratégique entre les puissances influentes dans le monde », a-t-il souligné. De ce fait, « il devient impératif pour nos Forces navales, en tant que composante essentielle du Corps de bataille de l'ANP, d'exécuter les missions qui leur sont confiées, en veillant à une préparation optimale, et en faisant preuve de détermination et de responsabilité », a-t-il ajouté. Le Général d'Armée a exhorté, à ce propos, les personnels à « poursuivre les efforts pour développer et moderniser les capacités de combat des Forces navales ». « Mu par ce sens de la responsabilité, il est de mon devoir de vous rappeler aujourd'hui la nécessité de poursuivre les progrès que nous avons réalisés ensemble au cours des dernières années, dans l'objectif de relever le défi de la professionnalisation et d'accroître les capacités de combat, ainsi que les aptitudes opérationnelles de nos Forces navales, notamment à travers le développement d'une industrie navale locale et la construction de bâtiments de guerre avec des mains algériennes », a-t-il mentionné. A l'issue de la rencontre, le Général d'Armée a écouté les interventions des personnels du Commandement des Forces navales avant de leur donner des instructions et des orientations dans leur domaine de compétence, conclut le communiqué.

FINANCES

Faid préside une réunion sur la numérisation et le développment des ressources humaines

La numérisation du secteur des finances et le développement des ressources humaines ont été au centre d'une réunion de coordination présidée par le ministre des Finances, Laaziz Faid, durant laquelle il a souligné la nécessité de concrétiser les programmes prévus dans ce domaine, a indiqué mardi un communiqué du ministère. Cette réunion, qui a regroupé les directeurs généraux et les responsables des structures centrales du ministère, a été l'occasion de passer en revue deux volets stratégiques: les ressources humaines et la numérisation du secteur des finances. Des exposés exhaustifs ont été présentés, notamment par le directeur des ressources humaines et le directeur général de la numérisation et de la digitalisation des Systèmes d'Information Economiques. "Ces présentations ont permis de

lever le voile sur les avancées, les défis et les perspectives relatives à ces deux axes essentiels de développement et de réussite des réformes engagées", affirme le communiqué. Le ministre, qui a souligné l'importance stratégique de ces deux volets pour l'avenir du secteur, a considéré que la numérisation était "plus qu'une simple évolution technologique, mais un impératif stratégique et un levier incontournable pour accroître l'efficacité opérationnelle et la transparence". De même, il a précisé que l'investissement dans les ressources humaines, leur développement et leur valorisation, demeurerait "une nécessité pour assurer le succès des réformes en cours" et "garantir la pérennité et l'excellence des services offerts aux citoyens". Le ministre a également réaffirmé l'engagement continu de son département à investir dans le développe-

ment professionnel des fonctionnaires, soulignant que les ressources humaines compétentes et motivées "sont le pilier sur lequel repose la réussite de toute entreprise de modernisation". Pour leur part, les directeurs généraux des Impôts, de la Douane et du Domaine National ont présenté un état des lieux global des avancées réalisées en matière de numérisation dans leurs domaines respectifs. Tout en se félicitant des progrès réalisés par son secteur dans le domaine de la transition numérique, le ministre a insisté sur la nécessité de maintenir cet élan et d'accélérer le rythme de la transformation numérique. La rencontre s'est conclue par un consensus général sur les actions à entreprendre pour consolider les acquis et poursuivre la voie de la modernisation et de développement du secteur des finances, ajoute le communiqué.